

MINISTRE DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES
ETUDES ET DES STATISTIQUES
SECTORIELLES



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Comité National de Pilotage des cinq (05) Programmes du MEA

**Rapport de performance à mi-parcours
2018 et programmation révisée du
sous-secteur de l'eau et de
l'assainissement**



Version finale

Août 2018

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
TABLE DES ILLUSTRATIONS	iii
Liste des tableaux	iii
Liste des encadrés.....	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : PERFORMANCE A MI-PARCOURS 2018 DES PROGRAMMES DU MEA	2
I. ANALYSE DE LA PERFORMANCE A MI-PARCOURS 2018 DES PROGRAMMES	3
I.1. Programme National des Aménagements Hydrauliques (PNAH)	3
I.1.1. Réalisation physique du PNAH.....	3
I.1.2. Synthèse des exécutions physiques et financières du PNAH.....	10
I.2. Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau	14
I.2.1. Réalisation Physique du PN-GIRE	14
I.2.2. Synthèse des réalisations physiques et financières du PN-GIRE.....	20
I.3. Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable	23
I.3.1. Action 1 : Accès universel à l'eau potable	23
I.3.1.1. Réalisations en milieu rural.....	25
I.3.1.2. Réalisations en milieu urbain.....	27
I.3.2. Action 2 : Gestion du service public de l'eau	28
I.3.3. Action 3 : Renforcement du cadre institutionnel.....	36
I.4. Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta	38
I.4.1. Action 1 et Action 2 : Eradication de la défécation à l'air libre (DAL) et promotion des pratiques adéquates d'hygiène et d'assainissement en milieu rural et urbain	38
I.4.2. Action 3 et action 4 : Réalisation de l'Accès Universel et continu aux services d'assainissement en milieu rural et urbain	40
I.4.2.1. Réalisations en milieu rural.....	40
I.4.2.2. Réalisation en milieu urbain	43
I.4.3. Action 6 : Développement de la recherche dans le domaine de l'assainissement des eaux usées et excreta.	45
I.4.4. Action 7 : Renforcement des capacités de financement, de gestion et de pilotage du sous-secteur	45
I.5. Programme Pilotage et Soutien	47
I.5.1. Réalisations physique du programme pilotage et soutien	47
I.5.2. Synthèse des exécutions physiques et financières par action du programme pilotage et soutien.....	53
II. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES.....	55

III.	ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS	56
IV.	DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	57
	IV.1. Difficultés rencontrées	57
	IV.2. Propositions de solutions	57
	DEUXIEME PARTIE : PROGRAMMATION REVISEE 2018 DES PROGRAMMES DU MEA	59
I.	PROGRAMMATION REVISEE PAR PROGRAMME POUR LE SECOND SEMESTRE	60
	I.1. Programme National des Aménagements Hydrauliques	60
	I.2. Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau	63
	I.3. Programme National d’Approvisionnement en Eau Potable	65
	I.3.1. En milieu rural	65
	I.3.2. En milieu urbain.....	65
	I.4. Programme National d’Assainissement des Eaux Usées et Excreta.....	67
	I.5. Programme Pilotage et Soutien.....	68
	CONCLUSION	71
	ANNEXES	vi

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des tableaux

Tableau 1 : avancement du programme au premier semestre 2018	4
Tableau 2 : Synthèse des taux d'exécution physique et financière par action	10
Tableau 3 : avancement du programme au premier semestre 2018	14
Tableau 4 : Synthèse des taux d'exécution physique et financière par action	20
Tableau 5 : réalisation en matière d'IMS-AEP	23
Tableau 6 : réalisation physique en milieu rural au premier semestre 2018	25
Tableau 7 : réalisation financière en milieu rural au premier semestre 2018.....	26
Tableau 8 : réalisation en milieu urbain au premier semestre 2018.....	27
Tableau 9 : réalisation financière en milieu urbain au premier semestre 2018.....	28
Tableau 10 : Situation de mise en œuvre du plan d'actions AMOC	30
Tableau 11 : Réalisation physique des ouvrages en milieu rural.....	40
Tableau 12 : Réalisation financière en milieu rural	42
Tableau 13 : Réalisation des ouvrages en milieu urbain.....	43
Tableau 14 : Situation de réalisation des activités du Programme pilotage et soutien	47
Tableau 15 : Synthèse des exécutions physiques et financières	53
Tableau 16 : Situation des marchés 2017	55
Tableau 17 : Situation de mise en œuvre des recommandations.....	56
Tableau 18 : Programmation physique et financière révisées du PNAH.....	61
Tableau 19 : Programmation physique et financière révisées du PN-GIRE.....	63
Tableau 20 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEP en milieu rural....	65
Tableau 21 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEP en milieu urbain .	65
Tableau 22 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEUE en milieu rural.	67
Tableau 23 : Programmation physique et financière révisées du programme pilotage et soutien	68

Liste des encadrés

Encadré 1 : Mise en œuvre des investissements structurants relatifs au PNAH	11
Encadré 2 : Mise en œuvre des investissements et réformes structurants du PN-GIRE.....	22
Encadré 3 : Mise en œuvre des investissements et réformes structurants du PN-AEP	36
Encadré 4 : Mise en œuvre des investissements structurants du PN-AEUE	46
Encadré 5 : Mise en œuvre réformes stratégiques relatives au pilotage	54

SIGLES ET ABREVIATIONS

AE	:	Agence de l'Eau
AEC	:	Agence de l'Eau des Cascades
AEG	:	Agence de l'Eau du Gourma
AEL	:	Agence de l'Eau du Liptako
AEM	:	Agence de l'Eau du Mouhoun
AEN	:	Agence de l'Eau du Nakanbé
AEP	:	Adduction d'Eau Potable
AEPS	:	Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AMOC	:	Appui à la Maitrise d'Ouvrage Communale
AR	:	Artisans Réparateurs
ATPC	:	Assainissement Total Piloté par les Communautés
AUE	:	Association des Usagers de l'Eau
BPO	:	Budget Programme par Objectif
CFA	:	Communauté Financière Africaine
CFE	:	Contribution Financière en matière d'Eau
CLE	:	Comité Locaux de l'Eau
CNEAU	:	Conseil National de l'Eau
CNP	:	Comité National de Pilotage
CO	:	Comité d'Orientation
CSPS	:	Centre de Santé et de Promotion Sociale
DAF	:	Direction de l'Administration et des Finances
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offre
DGA	:	Direction Générale de l'Assainissement
DGEP	:	Direction Générale de l'Eau Potable
DGESS	:	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGIH	:	Direction Générale des Infrastructures Hydrauliques
DMP	:	Direction des Marchés Publics
DPEA	:	Direction Provinciale de l'Eau et de l'Assainissement
DREA	:	Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement
FDAL	:	Fin de la Défécation à l'Air Libre
GIRE	:	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
HCR	:	Haut-Commissariat pour les Réfugiés
IEC	:	Information, Education et Communication
MEA	:	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement
ODD	:	Objectifs de Développement Durable
ONEA	:	Office National de l'Eau et de l'Assainissement
PAP	:	Projet Annuel de Performance
PDIS	:	Programme de Développement Intégré de la vallée Samendeni
PEA	:	Poste d'Eau Autonome
PEM	:	Point d'Eau Moderne
PGES	:	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PMH	:	Pompe à Motricité Humaine

PN-AEP	:	Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable
PN-AEUE	:	Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta
PNAH	:	Programme National des Aménagements Hydrauliques
PNDES	:	Plan National de Développement Economique et Social
PN-GIRE	:	Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PPP	:	Partenariat Public-Privé
PTF	:	Partenaires Techniques et Financiers
RE	:	Ressources en Eau
SDAGE	:	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SG	:	Secrétariat Général
SP/GIRE	:	Secrétariat Permanent pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
SPE	:	Service Police de l'Eau

INTRODUCTION

L'accès à l'eau et à l'assainissement constitue une préoccupation majeure pour les populations et les différents Gouvernements du Burkina et un élément essentiel pour le développement du pays. Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA) est chargé de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'eau et d'assainissement. Pour ce faire, il s'est doté de cinq (05) programmes opérationnels qui s'inscrivent dans la dynamique de l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement Economiques et Social (PNDES) et des Objectifs de Développement Durables (ODD). Ces programmes ambitionnent de contribuer au développement durable du pays, en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, dans un environnement particulièrement affecté par les changements climatiques et dans le respect d'une gestion intégrée des ressources en eau.

Pour le suivi de la mise en œuvre de ces programmes, il est mis en place le Comité National de Pilotage (CNP) qui se tient deux fois l'an, à mi-parcours et annuel. Le CNP est un organe de concertation, de suivi, de supervision, de décision et d'approbation des programmes et rapports au niveau national.

Ce cadre de dialogue est précédé des Comités de revue qui sont des organes d'orientation et de pilotage créés au sein des programmes budgétaires. Les données examinées et validées lors des comités de revue à mi-parcours 2018 des programmes ont servi de base pour l'élaboration du présent rapport de performance des cinq (05) programmes du MEA qui sera soumis au CNP pour validation.

Le présent rapport analyse les performances atteintes à mi-parcours 2018 dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement et identifie les actions prioritaires à mener au cours du second semestre au regard des enveloppes et des lignes budgétaires disponibles. Aussi, il aborde les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités assorties de propositions de solutions.

La méthodologie utilisée dans le cadre de l'élaboration de ce rapport a consisté dans un premier temps à l'exploitation des rapports de performance issus des différents comités de revue. Ensuite, les données ont été consolidées pour l'élaboration du présent rapport. Enfin, le projet de rapport obtenu a été soumis aux Responsables de programmes pour amendements.

Le rapport comporte deux parties ; l'une portant sur les performances à mi-parcours 2018 des différents programmes et l'autre présentant les programmations révisées de ces derniers.

**PREMIERE PARTIE : PERFORMANCE A MI-PARCOURS 2018
DES PROGRAMMES DU MEA**

I. ANALYSE DE LA PERFORMANCE A MI-PARCOURS 2018 DES PROGRAMMES

L'analyse de la performance à mi-parcours 2018 des programmes du MEA est présentée dans cette partie. Elle fait la situation des exécutions physiques et financières des programmes. Elle présente également la situation des marchés et de la recommandation issue de la revue annuelle 2018 du CNP. Pour l'ensemble des programmes une synthèse des réalisations du semestre est faite. L'exhaustivité des réalisations est contenue dans les documents de performance validés lors des Comités de Revue.

I.1. Programme National des Aménagements Hydrauliques (PNAH)

L'objectif global du programme est de contribuer à la lutte contre la pauvreté par une croissance économique soutenue à travers la promotion des aménagements hydrauliques à l'horizon 2030 au profit des différents usages.

I.1.1. Réalisation physique du PNAH

Au cours du premier semestre 2018 les principaux acquis portent sur les études et travaux de réalisation et de réhabilitation de barrages, le suivi contrôle des études et travaux et sur la mise en œuvre des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). La synthèse de l'avancement des activités du programme au premier semestre 2018 est indiquée dans le tableau1.

Tableau 1 : avancement du programme au premier semestre 2018

Actions/activités	Total réalisation au 30 juin 2018 (%)	Taux de réalisation (%)	Commentaires
Actions1:Construction et réhabilitation des ouvrages de mobilisation des RE			
Réaliser des études techniques pour la réalisation et la réhabilitation de barrages: Réhabilitation:18 Niangologo, Korgnégane, Kadomba, Houndé, Tô, Kaya, Ouargaye, Boudiéri, Nyapsi, Secteur 6 de Kaya, Goinré, Kabouda Peulh, Goupana (Santiou), Horé (Tikaré), Kouerma, Pabré (Petit Séminaire), Ramesson (Arbolé), Guelba (Gourcy). Construction : 14 : Ipelcé, Guidissi, Poulissi (Palogo), Sougué/Konki-Ipala, Nabélin/Konki-Ipala, Nanou, Doussi, Gogo, Kiougou Kandaga/Comin-Yanga, Timbila/Yako, Wa, Ayoubakolon, Soukui-Bana et Karouka	81,25	-	Les rapports d'APD ont été examinés et les consultants travaillent à l'intégration des observations pour l'élaboration des rapports d'Avant-Projet Détaillé définitifs des dossiers de consultation des entreprises.
Poursuivre les études techniques de faisabilité et d'exécution du barrage de Ouéssa	30	-	Les études sont en cours
Poursuivre les études techniques de faisabilité et d'exécution du barrage Bassiéri	35	-	
Achever les études techniques détaillées de construction du barrage de Banwaly	30	-	
Construire le barrage de la Bougouriba	-	-	Le processus de sélection du bureau d'études est en cours
Achever les études techniques pour la réalisation et la réhabilitation de barrages : Garango/Boura, Bingla, Dibilou, Tansablogo, Saoré, Tondogosso, Fama 2, Saria, Doulou, Méguet, Dagoindougou, Ouéguédo, Silgadji, Gogo, Tinguitinga, Tiobalandi, Tougou, Béguentiguè, Boussanra II, Koulgorin, Bollé, Pipsé, Bissiga, Dawelgué.	80%		Les rapports d'études APD provisoire sont disponibles
Achever les études d'intégration du changement climatique dans la valorisation et la réhabilitation des infrastructures connexes du barrage souterrain de Naré.	100%		Le rapport d'étape de l'étude est disponible depuis le 12 janvier 2018

Actions/activités	Total réalisation au 30 juin 2018 (%)	Taux de réalisation (%)	Commentaires
Réhabiliter treize (13) barrages (Yaramoko, Dala, Tanghin, Baskouré, Kossoghin, Séboun, Béré, Diapangou, Bissighin, Barkoundba, Taouremba et Loropéni, Tanvi/Nakamtenga)	5%	70,31	achèvement des travaux de réhabilitation des barrages de: Loropéni, Barkoundba, Kossoghin Bissighin, et Tanvi/Nakamtenga
Achever les travaux de réhabilitation du barrage de la Comoé (Moussodougou)	2	100	Le coût total du projet est de 15,73 milliards. Au 30 juin, le montant engagé visé cumulé est de 13, 124141 milliards FCFA soit 83% de réalisation financière cumulée.
Achever les travaux du barrage de Samendeni (Les travaux de bitumage de la crête de la digue, des rampes d'accès, des plateformes et de la route reliant la digue à Badoville sont réalisés)	99,20%	-	Les travaux de revêtement de la crête du barrage et de la route d'accès au barrage se poursuivent. Le long délai d'approbation de l'avenant introduit pour permettre à l'entreprise de boucler les travaux joue sur le déroulement des travaux, notamment en ce qui concerne l'importation des matériaux nécessaires (bitume)
Poursuivre les travaux de construction du barrage de Bambakari Tin-Akof	5	15	Les travaux de terrassement au niveau du lit mineur du Béli en cours (déblai, remblai de la tranchée d'ancrage) Difficultés rencontrées : pannes récurrentes des engins suite à une mauvaise politique de maintenance par l'entreprise et à une mauvaise gestion logistique.
Réaliser à 55% les travaux de : Construction du barrage de Karuka et réhabilitation du barrage de Goghin Poedgo (Lot 1) ; Construction des barrages de Dawanegomdé et Torodo (Lot 2).	15	15	Les contrats sont signés. Les travaux des barrages de Karuka et Goghin Poedgo sont en cours de démarrage. Le démarrage des travaux barrages de Dawanegomdé et Torodo, est conditionné par la réalisation d'études environnementales.
Action 2:Entretien et maintenance des ouvrages de mobilisation des ressources en eau			
Réaliser les travaux de confortement du barrage de Samendéni (recalibrage du lit du fleuve Mouhoun)	41	36,16	Les travaux d'éclairci du lit mineur du fleuve sont quasiment achevés. Le dragage et le reprofilage du lit se poursuit. Le processus de reconstitution de la forêt galerie a commencé

Actions/activités	Total réalisation au 30 juin 2018 (%)	Taux de réalisation (%)	Commentaires
			avec les opérations de trouaison.
Exécuter les travaux de rehaussement du seuil du Lac Bam	70	70	Activité en cours de réalisation
Achever les travaux de construction de la centrale hydroélectrique du barrage de Samendeni	75	10,71	Un nouveau planning pour l'acheminement du matériel restant a été fourni. Ce planning prévoit la fin du montage des équipements de la centrale en fin juillet et la fin des tests et essais en fin septembre 2018.
Action 3:Coordination et suivi de la mise en œuvre des actions de la mobilisation des ressources en eau			
Assurer le suivi-contrôle des travaux de confortement du barrage de Samendeni	6%	50	Activité en cours de réalisation
Mettre en œuvre le PGES du PDIS (volet barrage)	88	22,57	La lenteur dans le processus de délivrance des visas du contrôle financier a impacté négativement sur la mise en œuvre des activités de cette composante: (sélection des bureaux de suivi-contrôle des travaux de réalisation des pistes de désenclavement et des AEPS, réalisation des travaux de confortation de la digue de Banzon, etc.).
Mettre en œuvre le PGES du PDIS (volet aménagement de 1500 ha)	15	20	L'actualisation de l'inventaire des biens des PAP est bouclée. Le processus de paiement des indemnisations est en cours. La sélection des entreprises chargées de réaliser les forages à gros débit destinés aux AEPS des villages de Toukoro et de Niéguéma est en cours.
Mettre en œuvre le Plan de Gestion Environnementale et Sociale de Guitti	-	-	La construction du barrage de GUITTI est achevée. Le PGES est mis en œuvre à 36,45% en fin 2017. Il s'agit de poursuivre et d'achever la mise en œuvre du PGES en 2018.

Source : DGIH, 2018

Des études de construction/réhabilitation de barrages de taille moyenne

A la date du 30 juin 2018, l'état d'avancement de l'ensemble des études est donné comme suit :

- la réalisation des 33 études par la DGIH a atteint un taux physique de 81,25% et les 13 autres sont en cours de contractualisation ;
- la réalisation des 24 études par l'AGETTER a atteint d'exécution physique de 80% et les deux autres sont en attente de la signature de la convention « barrages sinistrés » qui est en cours.

Pour l'ensemble des études, le taux de réalisation physique au 30 juin 2018 est estimé à 84,86%. Le taux d'exécution financière de 36,28%.

Des travaux de construction de nouveaux barrages :

La situation au 30 juin 2018 de ces activités se présente comme suit :

- Les travaux de construction des barrages de Biéha et Koakin sont achevés et réceptionnés, mais sont comptabilisés pour l'année 2017.
- Pour la construction des barrages de Karuka, Dawanegomdé et Torodo, les contrats ont été signés avec les entreprises. Les travaux du barrage de Karuka sont en cours de démarrage. Tandis que pour les barrages de Dawanegomdé et Torodo, il y a nécessité de réaliser d'abord des études environnementales avant le démarrage des travaux. Dans l'ensemble, le niveau d'avancement de l'activité relative à la construction de ces trois nouveaux barrages est estimé à 15%. Il était initialement attendu la réception de ces barrages en fin d'année 2018 mais au regard du retard accusé dans le démarrage des travaux la nécessité de révisée cette cible s'impose.
- Pour les barrages de Wéotenga, Taba, Pougma, Kouldisgou et Niou dans le cadre du PMVEC, le processus de passation des contrats de travaux et de contrôle est en cours.

Globalement, le taux de réalisation physique de l'ensemble des travaux de construction de nouveaux barrages est estimé à 25,91% au 30 juin 2018. Le taux d'exécution financière global est de 41,37%.

Des travaux de réhabilitation de barrages dégradés :

A la date du 30 juin 2018, l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de barrages dégradés se présente comme suit :

- les travaux des barrages de la Comoé (Moussodougou), Loropéni, Barkoundba, Kossoghin, Bissighin, Tanvi/Nakamtenga et Kologoguessé ont été achevés et réceptionnés ;
- les travaux du barrage de Diapangou sont achevés mais non encore réceptionnés ;
- les barrages des barrages de Sandogo, de Nioko et Béré ont atteint respectivement les taux de 92,53%, à 93,72% et à 80% ;
- le barrage de Séboun est à un niveau de réhabilitation de 73% ; celui de Yaïka à 57% et celui de Baskouré à 55% ;
- le barrage de Taouremba est à un taux de 5% du fait que les travaux sur le site ont été suspendus pour cause d'insécurité ;
- les travaux du barrage de Goghin Poedgo sont en cours de démarrage et
- les travaux des barrages de Manni, Koalma, Yamtenga, Voaga, Soula et Gorgho n'ont pas connu un démarrage effectif du fait que la convention de MOD avec l'AGETEER qui devrait permettre la mise à disposition des ressources nécessaires n'avait pas été signée au 30 juin 2018 ;
- les contrats sont signés pour le démarrage des travaux des barrages de Doulou, La, Boulpon, Goumogho.

Globalement, le taux de réalisation physique de l'ensemble des travaux de réhabilitation de barrages dégradés est estimé à 45,87% au 30 juin 2018. L'exécution financière est de 34,77%

Les principales difficultés relevées dans la mise en œuvre des activités sont entre autres

Les faibles niveaux de performance enregistrés dans la réalisation des études et des travaux sont liés :

- au retard accusé dans la mise à disposition des budgets (gestion 2018) qui n'a pas permis de lancer de nouveaux marchés ou de payer les décomptes des contrats de travaux en cours, ce qui a occasionné des arrêts des travaux sur certains sites, c'est le cas de Baskouré ;
- à la faible capacité organisationnelle et matérielle de certaines entreprises confrontées à une insuffisance de personnel et à des pannes récurrentes d'engins ;
- au contexte sécuritaire difficile dans certaines régions du pays, ce qui constitue un obstacle au démarrage effectif des travaux, particulièrement sur le site de Taouremba, dans la province du Soum.

Pour accélérer le rythme des travaux, il importe de diligenter le paiement des décomptes et d'accorder plus de rigueur dans le recrutement des prestataires et le suivi des travaux afin de garantir leur qualité et leur réalisation dans les délais.

Concernant l'entretien et la sécurité des aménagements hydrauliques, les acquis majeurs portent sur l'avancement des travaux de rehaussement du seuil (y compris l'ouvrage de franchissement) du Lac Bam dont l'exécution a atteint 70% et les travaux de confortement du barrage de Samendéni (31%).

Cependant, l'activité relative à l'aménagement de la bande de servitude autour du Lac Bam, n'a pas encore connu de démarrage. Un partenariat est en cours d'établissement entre l'Unité de Gestion du Projet lac Bam et l'Agence de l'Eau du Nakanbé qui est la structure habilitée à le faire, dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau. Aussi, l'indemnisation non encore effective des personnes affectées par le projet Lac Bam constitue une difficulté majeure à l'avancement des activités dudit projet sur le terrain.

Pour la valorisation des ressources en eau, Seuls les travaux de construction de la centrale hydroélectrique du barrage de Samendéni ont progressé de 10,71% correspondant à (i) l'installation des grilles et les conduites usinières (ii) à la fabrication et livraison au chantier des alternateurs, du pont roulant ainsi que des cellules et du groupe électrogène du poste de transformation et (iii) à l'expédition en cours des turbines et accessoires.

Concernant le suivi de la mise en œuvre des PGES, les principaux acquis ont concerné le PDIS.

Pour volet barrage, les travaux d'électrification solaire des CSPS de Soungalodaga 3 et de Diofolma sont achevés et la réception provisoire a été prononcée le 16 mars 2018. Quant à l'électrification des CSPS de Sadina et Sikorola, les travaux sont exécutés à 50%. Quant aux équipements sanitaires et mobiliers de bureau pour les CSPS, ils ont été livrés sur les sites et la réception provisoire est intervenue en avril 2018.

S'agissant du volet aménagement, l'actualisation de l'inventaire des biens des personnes affectées est bouclée. Le processus de paiement des indemnisations est en cours. La sélection des entreprises chargées de la réalisation des forages à gros débit destinés aux AEPS des villages de Toukoro et de Niéguéma est en cours.

I.1.2. Synthèse des exécutions physiques et financières du PNAH

Tableau 2 : Synthèse des taux d'exécution physique et financière par action

Actions/activités	Taux d'exécution physique du semestre (%)	Taux d'avancement annuel (%)	Coût (Millions FCFA)	Taux d'exécution financière (%)
Action 1: Construction et réhabilitation des ouvrages de mobilisation des RE	72,98	39,66	45 104,77	28,27
Action 2: Entretien et maintenance des ouvrages de mobilisation des ressources en eau	48,17	18,46	14 808,24	0
Action 3: Coordination et suivi de la mise en œuvre des actions de la mobilisation des ressources en eau	36,42	15,15	8 437,64	5,53
Total PNAH	52,52	24,42	68 350,65	10,6

Source : DGIH, 2018

Le taux de réalisation physique du PNAH par rapport à la programmation semestrielle est de 52,52%. Ce résultat moyen a été possible grâce à la mise en œuvre de certains contrats d'études (65,10%) et de travaux de barrages (80,85%) engagés courant 2017 dont la réalisation s'est poursuivie au cours du 1^{er} semestre 2018. Cependant, par rapport à la programmation annuelle, le taux d'exécution physique global à mi-parcours du programme est de 24,52%.

Le bilan global de l'exécution financière des activités du programme au 30 juin 2018 est de 10,60%. L'action 1, relative aux études et travaux a atteint un taux de réalisation financière de 28,27%. Pour l'action 2 relative au renforcement de capacité des acteurs de mise en œuvre du PNAH, aucun paiement n'a été effectué. L'action 3 n'a atteint qu'un taux financier de 5,53% du fait que certaines activités comme le dédommagement des personnes affectées par le projet lac Bam, la mise en œuvre du PGES du PDIS (volet aménagement) n'ont pas véritablement démarré.

Encadré 1 : Mise en œuvre des investissements structurants relatifs au PNAH

• Construire le barrage hydro-agricole et électrique de Ouéssa Phase 1

A la date du 30 juin 2018, les activités réalisées sont :

- choix du site pour l'implantation de l'axe du barrage : cinq sites ont été identifiés. Une analyse basée sur trois scénarios essentiels (sauvegarde environnementale, sauvegarde sociale, croissance économique) a été réalisée pour le choix d'un seul site parmi les quatre identités. Au terme de cette analyse, il apparaît que le site placé à environ 15 km en amont du Pont de OUESSA est plus avantageux des points de vue technique, environnemental, production électrique et économique ;
- enquêtes sociaux économiques : Les enquêtes terrains sont achevées et l'analyse des résultats est en cours ;
- études topographiques : Le lidar a été réalisé à travers les vols effectués durant la période du 9 au 23 mars 2018 ;
- études hydrologiques : elles sont relatives à l'estimation des apports et des débits de crues sur la base des débits de la station hydrométrique du pont de Ouessa et des données pluviométriques journalières maximales réalisées sur les séries des stations de Boromo, Boura, Dano, Réo et Diébougou. Les travaux complémentaires de topographie sont en cours.

Ces réalisations correspondent à un taux d'exécution physique des études de 30% et à un taux d'exécution financière 55%. La suite du processus prévoit la réalisation des études d'Avant-Projet Sommaire qui vont démarrer au second semestre.

• Construire le barrage hydro-agricole et électrique de de la Bougouriba Phase 1

Le premier semestre de l'année 2018 prévoyait le recrutement du bureau d'études chargé des études du barrage de la Bougouriba (Province de Diébougou, région du Sud-Ouest). Au 30 juin 2018, le processus de sélection du Bureau était toujours en cours en raison de la mise à disposition tardive des budgets et des mouvements sociaux au sein du MINEFID. Il est attendu d'ici la fin de l'année la signature des contrats et le démarrage effectif des études. Le coût estimatif des études sont de 1,5 milliard de francs CFA.

• Restaurer, protéger et valoriser le lac Bam

Après le recrutement des entreprises pour l'exécution des travaux, il était prévu pour la tranche 2018 l'aménagement de la bande de servitude autour du Lac Bam et les travaux de rehaussement de la digue. A la date du 30 juin 2018, les travaux d'aménagement n'ont pas encore démarré, les travaux de rehaussement du seuil sont à un taux d'exécution physique de 70%. l'exécution financière au 30 juin 2018 du PTBA 2018 est de 6,62%, soit 296,76 millions de FCFA.

L'exécution physique du PTBA 2018 est estimée à 14,33% pour un taux d'exécution financière de 6,62%. Par ailleurs le taux d'exécution physique global du projet est estimé à 26,82% à la fin du semestre.

• Construire le barrage de Bambakari /Tin-Akoff 2e phase

Pour 2018, il est attendu de porter à 50% le taux de réalisation du barrage à partir d'un taux d'exécution physique estimé à 10% au 31 décembre 2017. Au premier semestre, les travaux de terrassement au niveau du lit mineur ont démarré et le niveau d'exécution physique est estimé à 15%. L'exécution financière est de 35%. Cette faible performance est due au déficit sécuritaire dans la zone associée à un défaut d'organisation de l'entreprise en charge des travaux qui fait face à des problèmes de logistiques.

• Construire/réhabiliter 50 retenues d'eau dans les 13 régions

- Les contrats pour la construction des barrages ont été signés avec les entreprises. Les travaux du barrage de Karuka sont en cours de démarrage. Pour les barrages de Dawanegomdé et Torodo, il y a nécessité de réaliser d'abord des évaluations environnementales avant le démarrage des travaux. Dans l'ensemble, l'avancement des travaux des trois barrages est estimé à 15%. Au regard de ces faibles niveaux, ces barrages ne pourront pas être réceptionnés en 2018 comme prévu.
- Pour ce qui est des réhabilitations :
- Les barrages de Loropéni, Barkoundba, Kologouessé, Kossoghin, Bissighin, Moussodougou, Tanvi/Nakamtenga ont été réhabilités et réceptionnés ;
- Les travaux des barrages de Diapangou sont achevés mais non encore réceptionnés ;
- Les barrages de Sandogo, de Nioko et Béré sont réhabilités respectivement à 92,53%, à 93,72% et à 80% ;
- Le barrage de Séboun est à un niveau de réhabilitation de 73% ; celui de Yaïka à 57% et celui de Baskouré à 55% ;
- Le barrage de Taouremba est à un taux de 5% du fait que les travaux sur le site ont été suspendus pour cause d'insécurité ;

- Le barrage de Goghin Poedgo est en démarrage et les cinq derniers barrages n'ont pas connu un démarrage effectif des travaux (Doulou, La, Boulpon, Goumogho, Tanghin).

Globalement, l'ensemble du niveau d'avancement des travaux est évalué à 79,17% pour une exécution financière de 53,3%.

- **Réaliser des aménagements hydro-agricoles à Banwaly dans la province du Houet**

Les études du barrage de Banwaly dans la province du Houet, région des Hauts-Bassins ont démarré en novembre 2017. Il était prévu au premier semestre 2018, les études hydrologiques, topographiques, hydrauliques, géologie-géophysiques, géotechniques, socio-économiques, agro-pédologiques, pastorales et piscicoles. Au 30 juin 2018, Les activités réalisées sont :

- investigations topographiques ;
- investigations géologiques et géotechniques ;
- études hydrologiques ;
- études socio-économiques et environnementales ;
- études agro-pédologiques.

Ces réalisations correspondent à un taux d'exécution physique de 30% pour une réalisation financière de 50%. La suite du processus prévoit l'actualisation des études d'Avant-Projet Détaillées du barrage et la réalisation des études d'Avant-Projet Détaillées du périmètre hydro-agricole.

- **Construire les barrages hydro-agricoles et électriques de Bassiéri**

Les études pour la construction du barrage, avaient prévues au premier semestre, le choix du site, les études hydrologiques, topographiques, les investigations géologiques et géotechniques, les études socio-économiques. A la date du 30 juin 2018, le taux d'exécution physique des études de 35% et à un taux d'exécution financière 45%. Ces taux correspondent à la réalisation des activités suivantes.

- Choix du site pour l'implantation de l'axe du barrage à partir de :
 - données topographiques (360 km²) de type WorldDEM acquises auprès d'AIRBUS en novembre 2017. La qualité de ces données « en relatif » a été validée par le levé au sol réalisé en mars 2018 ;
 - levé topographique aéroporté (LIDAR) par un survol de la zone d'étude.
- calcul des crues et des apports ;
- investigations géologiques et géotechniques ;
- étude de la qualité de l'eau.

La suite du processus prévoit la réalisation des études d'Avant-Projet Sommaire qui vont démarrer au second semestre

- **Restaurer, protéger et valoriser le lac Dem**

D'un taux de réalisation de 15% en fin 2017, il était attendu l'achèvement de l'étude technique détaillée sur l'environnement et l'élaboration d'un schéma d'aménagement de l'espace naturel du Lac au cours de l'année 2018.

A la date du 30 juin 2018, les études détaillées sur l'environnement et l'élaboration d'un schéma d'aménagement de l'espace naturel du Lac DEM ont été réalisées et les rapports ont été soumis le 24 avril 2018 aux différents acteurs. Le taux d'exécution physique des études est estimé à 30% pour un taux d'exécution financière de 20%.

La suite du processus prévoit la finalisation des études environnementales, les études bathymétriques et la proposition des options d'aménagement du lac.

- **Evaluer et valoriser le barrage souterrain de Naré**

Pour l'année 2018, il était attendu entre autres l'achèvement des études d'intégration du changement climatique dans la valorisation et la réhabilitation des infrastructures connexes du barrage souterrain de Naré, la réalisation des études intégrées de valorisation du barrage,... Au cours du premier semestre, l'état d'avancement se présente comme suit :

- le rapport d'étape de l'étude d'intégration du changement climatique dans la valorisation et la réhabilitation des infrastructures connexes du barrage souterrain de Naré est disponible depuis le 12 janvier 2018 ;
- le contrat du consultant chargé de réaliser les études intégrées de valorisation du barrage souterrain de Naré est dans le circuit d'approbation ;

L'exécution physique correspondant à la mise en œuvre des activités est passée de 25% en fin décembre 2017 à 39,37% au 30 juin 2018, soit une progression de 14,37%.

Concernant la réalisation financière, aucun décaissement n'a été effectué depuis le début de cette année.

- **Achever la construction du barrage de Samendeni (PDIS I)**

Les travaux de construction du barrage étaient à 100% en fin 2017. Toutefois, en vue de conforter l'infrastructure, il a été prévu des travaux de bitumage de la crête de la digue, des rampes d'accès, des plateformes et de la route reliant la digue à Badovill. Au 30 juin 2018, les travaux de revêtement de la crête du barrage et de la route d'accès au barrage se poursuivent. Le long délai d'approbation de l'avenant introduit pour permettre à l'entreprise de boucler les travaux joue sur le déroulement des travaux, notamment en ce qui concerne l'importation des matériaux nécessaires (bitume). D'un montant prévisionnel de 5,695 milliards de francs CFA, Le taux de réalisation physique de ces travaux est de 38,46%. Aussi, à mi-parcours 2018, le taux d'exécution physique cumulé de l'Investissement est de 99,2%.

I.2. Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Le Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PN-GIRE) a pour objectif stratégique de contribuer durablement à la satisfaction des besoins en eau douce des usagers et des écosystèmes aquatiques à l'horizon 2030.

I.2.1. Réalisation Physique du PN-GIRE

Les activités majeures réalisées au 30 juin 2018 sont présentées dans la section suivante.

Tableau 3 : avancement du programme au premier semestre 2018

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Action 1: Application effective de la police de l'eau		
Apporter un appui pour le fonctionnement des services polices de l'eau	Pour le 1er semestre 2018, le service police de l'eau de la région des cascades a mené des actions de sensibilisation d'exploitants installés sur les berges du cours d'eau Comoé portant à six (06) le nombre de service police de l'eau fonctionnel sur une prévision de sept (07).	<ul style="list-style-type: none"> - Cinq (05) protocoles ont été établis avec les SPE des DREA couvertes par l'AEG (Sahel, Centre-Est, Est, Centre-Nord et Plateau Central) pour le financement de certaines activités, - AEL: des protocoles d'accord ont été établis pour la mise en œuvre des activités convenues avec les SPE du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel - AEM: Des rencontres d'échanges ont été organisées avec SPE de son domaine de compétence aboutissant à l'établissement d'un protocole pour la mise en œuvre de certaines activités - AEN: un atelier de bilan et de programmation a été organisé à l'endroit des 7 SPE. Au total, une subvention de 34 414 300 francs CFA a été dégagée pour financer les activités programmées à travers des protocoles. Sur sept (07) protocoles, six (06) ont été signés.
Action 2 : Amélioration du recouvrement de la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE)		
Recouvrer la CFE	Les activités de sensibilisation, d'actualisation de la liste des contribuables et de	<ul style="list-style-type: none"> - AEC a recouvré 768 000 francs CFA sur une prévision annuelle de quatre millions (4 000 000) francs CFA. sur une

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	<p>recouvrement de la CFE ont permis de recouvrer 304 120 861 sur une prévision de 607 000 000, soit environ 50,1% de taux de recouvrement.</p> <p>Toutefois, on note toujours la réticence au paiement de la CFE de quelques contribuables, notamment les acteurs du secteur minier.</p>	<p>prévision annuelle de 3 000 000 FCFA,</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'AEG a recouvré un montant de 3 169 000 francs CFA représentant les arriérés de 2016 et 2017 de l'ONEA. - AEL 30 000 000 sur une prévision de 200 000 000 francs CFA - AEM: 180 000 000 sur une prévision de 200 000 000 francs CFA - AEN : 117 183 861 francs CFA
Renforcer les capacités des agents des services publics dans les stratégies de recouvrement de la CFE	AEC: un atelier de renforcement des capacités des préfets et SG de mairies de l'espace de compétence de l'AEC sur la GIRE a été organisé sur divers thèmes.	Cette formation permettra d'accompagner la mise en œuvre de la GIRE et la stratégie de mobilisation de la CFE.
Action 3: Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et instruments de gestion		
Elaborer le SAGE du sous bassin de la Comoé	La mise en œuvre de ces activités au premier semestre a permis d'engager des actions dans le cadre de l'opérationnalisation des comités locaux de l'eau. Ainsi, ces actions ont permis l'établissement de 50 protocoles avec un montant de 260,5 millions de francs CFA pour la mise en œuvre d'action de protection des ressources en eau.	
Elaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du complexe Samendéni-Sourou		Les activités conduites au premier semestre ont permis la clarification de l'approche d'élaboration du SAGE avec l'appui de l'assistance technique COWI.
Participer aux cadres de concertation	Concernant l'élaboration des SDAGE, l'AEN a validé le document de scénarii et options de développement et les acteurs du bassin ont choisi le scénario 2 « option sécurité alimentaire ».	
Renforcer les capacités des CLE		AEG: la formation sur la production des pièces justificatives des dépenses, la gestion des conflits liés à l'eau, les techniques d'entretien courant des barrages et les menaces de l'orpaillage sur les ressources en eau a été organisée.
Apporter un appui technique et financier aux CLE et associations	Pour les SDAGE des agences de l'eau du	L'AEN a entrepris la restructuration de deux CLE. Le choix s'est porté sur les CLE Nakanbé Bomboré et Ziga Amont Est au regard des difficultés de fonctionnement rencontrés par ces CLE

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
mettre en place les CLE	<p>Liptako et du Gourma et le SAGE du complexe Samendeni-Sourou, l'organisation des équipes, l'identification des experts à mobiliser et le chronogramme de mise en œuvre ont été définis à travers un processus participatif.</p> <p>Les instances et organes de gestion de la GIRE ont tenu régulièrement leurs sessions au cours du premier semestre. Il s'agit du CNEau et des conseils d'administration des agences de l'eau.</p>	<p>AEG: l'installation officielle des CLE : Dyamon'Siiga et Tapoa Gnima respectivement les 12 et 13 juin 2018.</p> <p>AEL: La validation des diagnostics conjoints de ces trois CLE a eu lieu en début d'année 2018 et la mobilisation des acteurs pour l'espace Béli aval sud a été réalisée.</p> <p>AEM: Le CLE Kou 2 dont le processus a démarré en 2017, le rapport de diagnostic conjoint élaboré en 2017 a été validé. A l'issu de la validation du rapport, des séances de sensibilisation ont été tenues avec les acteurs locaux dans les différentes communes de l'espace du CLE. Pour le CLE Vouhoun 6, les données ont été collectées pour l'établissement du Diagnostic conjoint. L'élaboration et la validation du document sont prévues pour le second semestre.</p>
Suivre le fonctionnement et la réalisation des activités des CLE et associations		-
Suivre l'élaboration des SDAGE		SDAGE du Nakanbé (Les scénarios ou options de développement du SDAGE ont été validé à l'issu d'une session du Comité de Bassin qui s'est tenue les 13 et 14 Juin 2018)
Action 4: Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes		
Renforcer les capacités du personnel des agences	<p>La tenue de douze (12) sessions de formation contribuant ainsi au renforcement des capacités des structures de mise en œuvre de la GIRE.</p> <p>Les capacités en logistique des cinq (05) Agences de l'Eau, de la DGRE, du SP/GIRE et de huit (08) SPE ont été renforcées à travers la mise à disposition de dix-sept (17) véhicules tout terrain.</p>	

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	<p>L'appui et le suivi de deux doctorants dans le cadre de leurs activités de recherche au niveau du Mouhoun et Nakanbé.</p> <p>Le financement et le suivi de la formation de dix (10) techniciens supérieurs et de quinze (15) ingénieurs hydrologues au centre Agrhymet de Niamey.</p>	
Action 5: Développement d'un système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable		
<p>Effectuer des missions de supervision du réseau hydrométrique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités ont permis de suivre et d'entretenir les réseaux piézométrique, hydrométrique et de qualité de l'eau. • Des données ont été collectées en vue de la production des informations pour l'amélioration des connaissances dans les domaines de l'eau. • l'AEM a conduit une étude sur la soutenabilité du réservoir du Sourou pour la campagne agricole sèche. Aussi, elle a collecté des données sur le terrain qui ont permis d'examiner et de formuler des recommandations sur la notice d'impact environnemental et 	<ul style="list-style-type: none"> • Des travaux de réfection et de protection du réseau piézométrique ont été réalisés sur tout le territoire national. Il s'agit de petits travaux de réhabilitation tels que la tôlerie, la maçonnerie, la désinfection des piézomètres. • Les agents de la DGRE et les UCDIEau ont été formés à l'installation, à l'utilisation et à l'entretien des équipements au cours d'un atelier tenu du 25 au 29 juin 2018

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	l'étude de faisabilité de l'approvisionnement en eau de la société minière Rox Gold.	
Action 6: Poursuite des actions de recherche/ développement dans le domaine de l'eau		
Développer la recherche	Deux (02) thèses de doctorat sont en cours de finalisation dans les thématiques ci-après.	<ul style="list-style-type: none"> • Modélisation intégrée du complexe Mouhoun supérieur-Sourou dans le contexte du changement climatique, • Caractérisation et suivi de la dynamique de dégradation des zones humides (bas-fonds soudano-sahéliens) dans le bassin du Nakanbé.
Action 7: Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions		
Suivre les eaux de surface et souterraines autour des sites d'orpaillage	<p>L'agence de l'eau des cascades a effectué des analyses d'eau autour de quelques sites critiques (orpaillages). Ces analyses ont relevé des cas de pollution (arsenic, fer) d'eau souterraine dans quelques forages.</p> <p>La réalisation de barrages flottants au niveau des barrages de Ziga, Loumbila et Tiogo Mouhoun par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) avec l'appui financier du SP/GIRE.</p>	-
Action 8: Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants		
Elaborer un plan d'action de lutte contre le comblement des retenues d'eau	Les recrutements des prestataires pour l'élaboration des plans d'action de lutte contre les plantes envahissantes et des études de faisabilité de désensablement sont en cours dans certaines agences. Des travaux d'extraction de plantes envahissantes ont été	-
Restaurer les berges des cours et plans d'eau		Au total, 21 balises supplémentaires en plus des 80 en 2017 ont été réalisées pour délimiter la bande de servitude du fleuve Sourou sur une distance de plus de 15 Km.

Actions/activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Lutter contre les plantes envahissantes sur les cours et plans d'eau de l'espace de compétence de l'AE	réalisés à l'AEC.	-
Réaliser des travaux de protection des sources		<ul style="list-style-type: none"> • Désensablement du barrage de Kuila: Les acteurs ont été mobilisés pour les travaux de curage du barrage • A l'issue de la mobilisation deux sites de dépôt ont été identifiés en collaboration avec la mairie de Ziniaré, ces sites constituent des lieux favorables à l'immobilité des sédiments. • L'agence a apporté son appui technique au CLE Ziga Ouest pour le recrutement d'une entreprise locale chargée des travaux. Ces consultations sont toujours en cours
Action 9: Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l'eau		
Assurer l'intégration des aspects transversaux dans la gestion de l'eau	Au cours de la mise en place des CLE à l'AEG, un plaidoyer a permis de mobiliser les femmes pour leur implication. Cela a permis la participation de 20 femmes sur 50 participants lors des Assemblées Générales. Quatre (4) femmes ont été responsabilisées dans les bureaux des CLE.	Au niveau de l'AEC, le théâtre forum de sensibilisation des riverains du lac de Tengréla a connu la participation d'environ 350 participants dont cent (100) femmes et les travaux d'extraction des plantes envahissantes, ont mobilisé plus de cinq cents (500) personnes dont environ une centaine de femmes.
Action 10: Amélioration de la communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau		
Elaborer le plan de communication de l'Agence de l'Eau	Les activités entreprises dans cette action ont permis de rendre visible les interventions à travers des émissions radiophoniques et télévisuelles et la presse écrite. Les plans de communication des agences de l'eau sont élaborés et les validations sont prévues pour le second semestre.	-
Confectionner des supports IEC		-
Réaliser des actions IEC pour la protection des ressources en eau		-

Source : SP/GIRE, 2018

L'analyse de performances atteintes au second semestre indique que globalement le taux de réalisation physique semestrielle s'élève à 49,93% et celui de l'avancement annuel est de 39,66%. Avec un montant total dépensé de **1,008 milliards de francs CFA, soit 17,92%**.

I.2.2. Synthèse des réalisations physiques et financières du PN-GIRE

Tableau 4 : Synthèse des taux d'exécution physique et financière par action

Actions/activités	Taux d'exécution physique du semestre (%)	Taux d'avancement 1 ^{er} semestre (%)	Taux d'avancement annuel (%)	Cout de l'action (Millions FCFA)	Taux d'exécution financière (%)
Action 1: Application effective de la police de l'eau	71,22	84,62	66,67	274 253 100	5,20
Action 2: Amélioration du recouvrement de la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE)	66,83	83,78	67,39	12 587 420	2,02
Action 3: Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et instruments de gestion	50,88	60,50	40,19	722 336 181	17,21
Action 4: Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes	53,27	66,67	50	546 414 281	37,45
Action 5: Développement d'un système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable	27,19	35,37	21,80	266 394 410	7,58
Action 6: Poursuite des actions de recherche/développement dans le domaine de l'eau	38,72	44,19	29,69	97 070 514	26,23
Action 7: Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions	34,61	38,10	28,07	35 080 290	0,54

Actions/activités	Taux d'exécution physique du semestre (%)	Taux d'avancement 1 ^{er} semestre (%)	Taux d'avancement annuel (%)	Cout de l'action (Millions FCFA)	Taux d'exécution financière (%)
Action 8: Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants	47,96	54,67	35,34	131 064 880	2,50
Action 9: Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l'eau	85	100	100	161 200	1,70
Action 10: Amélioration de la communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau	73,99	81,13	53,09	145 276 778	32,86
Total programme	49,93	58,71	39,66	1 008 154 055	17,92

Source : SP/GIRE, 2018

Au-delà des difficultés financières liées aux retards dans le déblocage des fonds et de la régulation budgétaire, le programme connaît une mobilité du personnel formé pour les services police de l'eau.

Encadré 2 : Mise en œuvre des investissements et réformes structurants du PN-GIRE

- **Elaboration du SDAGE de l'Agence de l'Eau du Nakanbé**

Cette mesure de réforme a atteint un taux d'exécution physique cumulé de 80% en fin 2017. Il est attendu pour l'année 2018 la finalisation du SDAGE pour porter à 3 le nombre d'agence de l'Eau disposant de SDAGE/SAGE. Au 30 juin 2018, il ressort que le rapport consolidé des scénarii et options de développement a été validé par le Comité de Bassin en sa session du 13 au 14 juin 2018. Au terme des échanges, la principale recommandation formulée à l'endroit du bureau d'études a été de travailler en collaboration avec les structures techniques (Ministères) concernées pour collecter et mettre à jour les données et informations nécessaires à l'élaboration du SDAGE. Cette étape correspond à un taux d'exécution physique de 85 %.

- **Elaboration des SDAGE des Agences de l'Eau du Gourma et du Liptako**

Le processus d'élaboration du SDAGE de l'AEG a connu un démarrage effectif avec l'élaboration d'une approche méthodologique y relative. Cette approche a été validée par l'ensemble des parties prenantes. Faisant suite à la validation de l'approche, une unité technique, un comité interne, un comité élargi ont été mis en place en vue de démarrer les activités préliminaires à l'élaboration du SDAGE notamment la collecte des données, la concertation des acteurs ainsi que la définition des termes de références devant servir au recrutement des différents experts.

Pour ce qui est de l'élaboration du SDAGE de l'AEL, une approche d'élaboration a été également validée avec l'appui de l'assistance technique COWI. Pour ce faire, l'AEL mettra en place une unité technique, un comité interne, un comité élargi et au besoin des commissions spécialisées du Comité Bassin pour accompagner l'élaboration du SDAGE.

L'ensemble de ces activités menées au premier semestre 2018 correspond à un taux d'exécution physique de 20% de l'ensemble du processus.

I.3. Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable

L'objectif stratégique du PN-AEP est de satisfaire durablement les besoins en eau potable des populations en quantité et en qualité. Dans le cadre de ce programme plusieurs ouvrages d'approvisionnement en eau potable ont été réalisés au cours du premier semestre.

I.3.1. Action 1 : Accès universel à l'eau potable

- **Ateliers de ciblage des investissements en utilisant les outils sectoriels de programmation (PCD-AEPA, BPO et sa matrice d'arbitrage, etc.) de façon à garantir la performance et l'équité.**

Sur 21 ateliers programmés 15 ont été tenus, soit un taux de réalisation de 71,4%. Les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est ont tenu chacune six (06) ateliers provinciaux de programmation et de ciblage. Huit (08) régions n'ont pas pu tenir des ateliers de programmation pour des raisons liées aux insuffisances de ressources financières.

- **Conduire l'intermédiation sociale suivant le guide IMS-AEP**

Le guide IMS-AEP a été validé en septembre 2015. Il a été actualisé en mars 2018 et attend d'être adopté. Bien qu'il ne soit pas encore adopté, des activités ont été menées par les DREA et les ONG. Ces activités sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 5 : réalisation en matière d'IMS-AEP

Région	Activités menées
Boucle du Mouhoun	<ul style="list-style-type: none">• Implantation sociotechnique (IST)• Evaluation des communes sur la mise en œuvre de la réforme• Redynamisation des AUE• Accompagnement des AUE pour la signature de la convention de délégation avec la commune• Promotion de l'Hygiène et de l'Assainissement - eau potable (PHA)• Evaluation et consolidation des activités mises en œuvre
Cascades	Les activités d'intermédiation sociale sont menées en tenant compte du guide IMS avec l'Intégration de l'approche fondée sur les Droits Humains en matière d'approvisionnement en eau potable et assainissement.
Centre	Dans le cadre du projet de réalisation de 12 forages équipés de PMH dans la région du Centre initié par la DREA-Centre, des actions de communication telles que préconisées par le Guide d'Intermédiation sociale (IMS) ont été mises en œuvre dans les différentes communes et villages concernés par le projet
Centre Est	Ce premier semestre a été consacré au recrutement des prestataires de mise en œuvre. Les activités seront réalisées au cours du second semestre en vue d'accompagner la réalisation des ouvrages d'eau potable.

Région	Activités menées
Centre Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de 33 villages à l'implantation sociale des sites • Renouvellement de 52 AUE • Accompagnement de 52 AUE à la reconnaissance officielle, • Accompagnement de 52 AUE à l'ouverture des comptes.
Hauts Bassins	<ul style="list-style-type: none"> • La DREA a recruté un bureau d'études chargé de la conduite de l'intermédiation sociale en matière d'hygiène et d'eau potable dont les principaux axes se déclinent ainsi qu'il suit : • l'implantation sociale des ouvrages ; • la mobilisation de la contribution des bénéficiaires ; • l'entretien et la maintenance des ouvrages ; • la consommation de l'eau potable ; • la dynamisation des associations des usagers de l'eau (AUE). • L'ensemble des activités ci-dessus citées sont en cours de réalisation.
Nord	<ul style="list-style-type: none"> • le diagnostic du fonctionnement de quarante (40) Associations des Usagers de l'Eau (AUE) ; • la mise en place de cinq (5) AUE ; • le renouvellement de bureaux exécutifs de quarante (40) AUE ; • l'accompagnement des AUE et des gestionnaires pour la signature de protocoles de collaboration pour la gestion des forages équipés de Pompe à Motricité Humaine (PMH) ; • l'accompagnement de quarante-quatre (44) AUE pour l'opérationnalisation de leurs comptes d'épargne ; • l'accompagnement de quarante-quatre (44) AUE pour la signature de conventions de délégation de gestion des forages équipés de PMH ; • l'accompagnement de la commune de Gourcy pour le recrutement de maintenanciers des forages ; • l'implantation sociale et technique de 20 forages neufs dans treize (13) communes de la région.
Plateau central	<p>L'intermédiation sociale a été réalisée pour les 20 forages ABS comme suite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • information générale aux communes ; • information préalable aux villages ; • implantation sociale des ouvrages ; • le diagnostic et formation des AUE bénéficiaires (évaluation du fonctionnement). <p>La première phase de l'IMS a été réalisée, la seconde phase entamée et la troisième phase reste toute entière non encore déroulée.</p>
Sahel	Dans le cadre de la réalisation de 07 forages par l'UNICEF, des campagnes d'IEC ont été réalisées dans les communes devant abriter ses nouveaux forages.
Sud-Ouest	Information et planification des travaux

Source : DGEP, 2018

I.3.1.1. Réalisations en milieu rural

Tableau 6 : réalisation physique en milieu rural au premier semestre 2018

Types d'ouvrage	Prévision annuelle (nombre) (a)	Réalisation issues de la programmation (nombre) (b)	Réalisation hors programmation (nombre) (c)	Réalisation totale (nombre) (b+c)	Taux de réalisation physique (%) (b/a)*100
Implantation de Forages à gros débit	41	25	49	74	61
Réalisation de Forages à gros débit	41	20	12	32	48,8
Réalisation de piézomètres	0	0	0	0	0
Forages neufs	1539	503	258	761	32,7
Forages réhabilités	946	381	137	518	40,3
Etudes d'AEPS	2	0	0	0	0
AEPS neuves (Nbre)	35	5	4	9	14,3
AEPS réhabilitées (Nbre)	19	2	3	5	10,5
Extension d'AEPS (Nbre)	4	1	2	3	25
Puits neufs	35	21	2	23	60
Puits réhabilités	5	1	1	2	20

Source : DGEP, 2018

Forages à gros débit : au cours de l'année 2018, au total 464 forages à gros débits ont été inventoriés dont plus de 50% dans la région du Centre-Est. Au cours du semestre, 74 implantations ont été réalisées. A partir de ces implantations, 32 forages à gros débit ont été réalisés dont 19 par le projet PHA-BID/UEMOA dans la région des Hauts-Bassins.

Concernant les études de réalisation de Centre de Production d'Eau (CPE), aucune programmation n'a été faite ; cependant, on note une réalisation de 16 études dans les Hauts-Bassins par le projet PHA-BID/UEMOA. Egalement, six (06) études d'AEP multi-village ont été réalisées hors programmation dans les régions du Plateau Central (2) et des Hauts-Bassins (4). L'ensemble de ces études concerne l'approvisionnement en eau potable de 19 communes¹.

¹ : Dandé, Bama, Fo, Faramana, Padema, Satiri, Lena, Péni, Karangasso Sambla (province du Houet), Banzo, Samorogouan, Kangala, Kayan, Moroloba (province du Kéné Dougou), Békuy, Koti, Koumbia, Bereba (province du Tuy) et Loubila (Province de l'Oubritenga).

En ce qui concerne les travaux de réalisation des AEP Multi-villages, un château d'eau a été réalisé à Koubri dans la région du Centre.

Concernant les AEPS : neuf (09) AEPS neuves ont été réalisées dont quatre (04) hors programmation. Pour les réhabilitations, cinq (05) AEPS ont été réhabilités dont deux (02) issues de la programmation dans les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord. Egalement, on enregistre trois (03) extensions d'AEPS ayant permis de réaliser 65 bornes fontaines et 91 branchements particuliers.

Dans le cadre de la réalisation et réhabilitation de forages, au cours du premier semestre, 761 forages équipés de pompe ont été réalisés dont 503 issus de la programmation correspondant à un taux réalisation de 32,7%. De même, 518 Pompes à Motricité Humaine (PMH) ont été réhabilitées dont 137 hors programmation sur une prévision des 946. Le taux de réalisation s'élève à 40,6%.

Concernant les puits, au premier semestre, 23 puits ont été réalisés dont 2 hors programmation sur une prévision annuelle de 35, soit un taux de 60%. Certaines programmations de puits ont été annulées (03 dans la région du Sahel initialement programmé par l'Association de l'Union Fraternel des Croyants de Dori).

En terme de réalisation financière, le montant des réalisations issues de la programmation s'élève à 6,82 milliards de francs CFA représentant 41,47% des prévisions financières. Le coût des réalisations hors programmation est de 2,69 milliards de francs. Le taux de réalisation financière le plus élevé concerne les Extension d'AEPS (86,5%). Tandis que le taux le plus faible est associé aux systèmes d'AEP et AEP-Multi-Villages (5,6%).

Tableau 7 : réalisation financière en milieu rural au premier semestre 2018

Types d'ouvrages	Prévision initiale (millions de F CFA)	réalisations issues de la programmation (millions de F CFA)	réalisation hors programmation (millions de F CFA)	Total réalisation (millions de F CFA)	Taux de réalisation financière (%)
Forages neufs	9 664,10	4 588,70	1 614,80	6 203,50	47,5
Forages réhabilités	2 167,50	972,2	370,7	1 342,80	44,9
AEPS neuves	3 421,60	800,5	449,5	1 250,00	23,4
AEPS réhabilitées	519,3	325,3	22,9	348,2	62,6
Extension d'AEPS	101,7	88	21,8	109,8	86,5

Types d'ouvrages	Prévision initiale (millions de F CFA)	réalisations issues de la programmation (millions de F CFA)	réalisation hors programmation (millions de F CFA)	Total réalisation (millions de F CFA)	Taux de réalisation financière (%)
Puits neufs	32,7	17,9	1,6	19,5	54,8
Puits réhabilités	10,7	2,1	0,9	3	20
des systèmes d'AEP et AEP-MV	540	30	214,9	244,9	5,6
Total	16 457,60	6 824,70	2 697,10	9 521,70	41,47

Source : DGEP, 2018

I.3.1.2. Réalisations en milieu urbain

Tableau 8 : réalisation en milieu urbain au premier semestre 2018

Types d'ouvrages	prévision annuelle	réalisation issues de la programmation	Totale réalisation	Taux de réalisation physique (%)
Réseau (Km)	611	30,2	30,2	4,9
Branchements Particuliers (Nbre)	54 770	11 219	11 219	20,5
Bornes Fontaine non encore raccordées au réseau (Nbre)	109	31	31	28,4
Capacité de stockage (m3)	450	0	0	0
Capacité de production (m3/j)	10 800	5 418	5 418	50,2

Source : ONEA, 2018

En milieu urbain, l'examen du bilan du premier semestre montre de faibles niveaux de réalisation qui s'expliquent par les raisons suivantes :

- **le réseau d'AEP** dont le taux se situe à 4,95 % représente des extensions de 2017 en cours d'exécution. La programmation de 2018 quant à elle connaît un retard dans le processus de passation des marchés ;
- **les bornes fontaines** (28,44%) : les résultats de l'appel d'offre sont en cours de publication ; les 31 bornes fontaines réalisées représentent un reliquat des travaux de 2016-2017 ;
- **l'augmentation de la Capacité de stockage** : un château d'eau de 300 m³ et un autre de 150 m³ à Manga sont en cours de réalisation. Pour l'augmentation de la capacité de production, un appel d'offres pour l'exécution de 65 forages est en cours de traitement. La principale raison de ces contreperformances est le retard enregistré dans la passation des marchés.

La plus forte performance est enregistrée au niveau de l'augmentation de la capacité de production. En effet, sur une programmation de 10 800 m³/j, la réalisation du semestre s'élève à 5 418 m³/j, soit un taux de réalisation de 50,2%.

Dans le cadre des interventions de l'ONEA en zones périphériques de certains centres urbains, des réalisations ont été effectuées au premier semestre. En effet, dans neuf (09) zones périphériques des centres de Ouagadougou et de Houndé, 2 158 branchements particuliers ont été réalisés. Ces réalisations sont exécutées dans le budget des charges courantes de l'ONEA, elles ne font pas l'objet d'une programmation spécifique, mais sur demande de la population

De façon Globale, la réalisation des activités a été entravée par la défaillance de certaines entreprises, notamment celles en charge du renforcement des capacités de stockage et de productions du fait de leurs faibles capacités à réaliser les travaux dans les délais.

En terme de réalisation financière, le coût des réalisations de l'ONEA en milieu urbain est de **3,61 milliards de francs CFA** sur une prévision de **6,70 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution de 53,9%. Les ressources extérieures (68,7%) connaissent une exécution appréciable par rapport aux ressources propre (36,7%) de l'ONEA.

Tableau 9 : réalisation financière en milieu urbain au premier semestre 2018

Source de financement	Prévision (millions francs CFA)	Réalisation (millions francs CFA)	Taux de réalisation (%)
Financements extérieurs	3 599	2 473,1	68,7
Financements propres	3 102	1 139,7	36,7
TOTAL	6 701,0	3 612,8	53,9

Source : ONEA, 2018

I.3.2. Action 2 : Gestion du service public de l'eau

- **Mise en œuvre des PPP**

Au 30 juin 2018, il existe au total 1 189 AEPS dont 709 communautaires. 49,64 % des AEPS communautaires sont gérées par délégation. Ce taux reste invariable par rapport à celui du 31 décembre 2017. Les contrats de délégation des d'AEPS sont en cours de signature.

Les faibles taux de délégation des AEPS constatés dans les régions de l'Est (0%), de la Boucle du Mouhoun (12,3%), du Plateau Central (10,9%), du Sud-Ouest (36,4%) et du Centre-Ouest (40,9%) s'explique parfois par la réticence de certaines communes à déléguer les ouvrages de leur espace territorial.

Une insuffisance majeure caractérise la gestion de ces ouvrages ; il s'agit de l'absence de reddition de compte. Effectivement, la majorité des délégataires ne rendent pas compte de leur gestion. Aucun rapport de gestion n'a été soumis aux communes, aux DREA et à la DGEP. Il convient alors de mettre en place d'un dispositif adéquat de suivi pour une pérennisation des ouvrages et un accès durable à l'eau potable des populations.

- **Régulation du service public de l'eau et politique tarifaire en milieu rural, semi-urbain et urbain**

L'étude tarifaire a été validée en atelier national le 4 mai 2017 et soumise au CNEau le 06 juillet 2017. Elle a été introduite au cabinet en Mai 2018 pour adoption en conseil des ministres. En milieu rural, en attendant l'adoption de l'étude tarifaire, le prix du mètre cube d'eau potable au niveau des AEPS se réfère au montant plafonné (inférieur ou égal à 500 FCFA/m³) retenu dans le document cadre de la réforme adopté depuis 2000. Concernant le milieu urbain, la mise en œuvre de la politique tarifaire a abouti à la définition de nouveaux tarifs à travers le mécanisme de subvention croisée.

- **Transfert des ressources financières aux collectivités territoriales pour l'AEP**

Au titre de l'année budgétaire de l'Etat, exercice 2018, **1,38 milliard de francs CFA** ont été transférés à 122 communes pour la réhabilitation des forages. Les insuffisances constatées dans la gestion des fonds transférés sont entre autres :

- le mauvais ciblage des investissements sur les fonds transférés ;
- le manque d'anticipation des communes, les obligeant à démarrer les travaux en pleine saison des pluies ;
- la mauvaise qualité de certains ouvrages et la défaillance des entreprises attributaires ;
- le déblocage tardif des fonds dû à la grève répétée des agents du ministère en charge de l'économie et des finances.

Pour une bonne exécution des fonds transférés, les solutions suivantes sont proposées :

- une mise en œuvre effective de l'Assistance à la maîtrise d'ouvrage communale ;
 - une implication des DREA dans le montage des DAO, le recrutement des prestataires, le choix des sites et la supervision des travaux ;
 - le renforcement des capacités des DREA et des DPEA en moyens matériels, financiers et humains pour une meilleure assistance des communes à la maîtrise d'ouvrage.
- **Accompagnement des communes dans leur rôle de maîtres d'ouvrage**

Tableau 10 : Situation de mise en œuvre du plan d'actions AMOC

Objectifs spécifiques (plan d'action AMOC-AEPHA)	Actions /Activités	Nombre de tâches prévues 1 ^{er} trimestre	Nombre de taches Réalisées	Taux d'avancement 1 ^{er} semestre
OS.1 : Formaliser et renforcer l'encrage organisationnel de l'AMOC en matière d'AEPHA	Action 2 : Signature et suivi-appui de la mise en œuvre des protocoles d'AMOC en matière d'AEPHA	5	4	100%
	Activité 1 : Elaborer un chronogramme pour la promotion et la signature des protocoles de collaboration d'AMOC-AEPHA	1	1	100%
	Activité 2 : Promouvoir et signer les protocoles de collaboration d'AMOC-AEPHA	4	3	75%
OS.2 : Développer et renforcer les capacités de base d'AMOC en matière d'AEPHA	Action 3 : Développement des compétences en matière d'AMOC-AEPHA des personelles STD de la Santé et de l'éducation situés sur le ressort territorial communal	2	0	0%
OS.3 : Construire à l'horizon 2019 le leadership communal en matière d'AEPHA à travers des ressources, structures, mécanismes et outils adaptés	Action 6 : Recrutement, formation et mise en place dans chaque commune d'un agent technique communal d'AEPHA	2	0	0%
	Activité 1 : Elaborer un projet de rapport en conseil des Ministres relatif au recrutement à la formation et à la mise en place des ATC/AEPA	1	0	0%
	Activité 2 : Introduire pour adoption par le conseil des Ministres le rapport relatif au recrutement, à la formation et à la mise en place des ATC/AEPA	1	0	0%
	Action 8 : Renforcement de l'internalisation et de l'appropriation du processus du PCD-AEPA	1	1	100%
	Activité : Valider le guide méthodologique d'élaboration de PCD-AEPA	1	1	100%
	Action 10 : Faire de la contribution financière une modalité communale de mobilisation de ressources financières sur le secteur de l'AEPHA	8	1	12,5%
	Activité 1 : Valider la Note d'appui à la mise en œuvre des contributions financières en matière d'AEPHA sous l'égide du SG/Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement avec les	1	1	100%

Objectifs spécifiques (plan d'action AMOC-AEPHA)	Actions /Activités	Nombre de tâches prévues 1 ^{er} trimestre	Nombre de tâches Réalisées	Taux d'avancement 1 ^{er} semestre
	représentants des structures concernées			
	Activité 2 : Signer et ventiler la Note d'appui à la mise en œuvre des contributions financières en matière d'AEPHA	1	0	0%
	Activité 3 : Tenir des ateliers de promotion et d'appui à l'exploitation par les communes de la Note d'appui dans chaque région	6	0	0%
TOTAL		18	6	33,33%

Source : DGEP, 2018

Le niveau de mise en œuvre des activités du Plan d'actions AMOC en matière d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement est estimé à 33,33% pour le premier semestre.

La DGEP, a également prévu au titre du budget de l'Etat gestion 2018, des travaux de construction de 20 Directions provinciales de l'eau et de l'assainissement. L'étude architecturale est disponible et les procédures administratives pour le recrutement des entreprises en charge des travaux sont en cours. Le niveau d'exécution du marché est estimé à 5%.

Les faible taux de mise en œuvre des activités peuvent s'expliquer d'une part par la récente adoption du Plan d'actions pour l'AMOC en matière d'AEPHA en conseil des ministres (7 mars 2018) et d'autre part par le manque de ressources financières lié essentiellement au ralentissement des procédures de déblocage des fonds du fait de la fronde sociale qui perdure au niveau du Ministère en charge des finances. Ces difficultés n'ont donc pas permis la réalisation de la plupart des activités prévues au premier semestre.

En outre, des ateliers de formation sur l'exercice de la maîtrise d'ouvrage communale ont été également organisés au profit des communes et des agents des DREA. En effet, 497 personnes ont bénéficié de formation sur « la Réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques d'alimentation en eau potable », « la Promotion de l'eau potable, hygiène et assainissement » et « la Professionnalisation des acteurs locaux dans le domaine de l'eau potable et l'assainissement » dans la région des Cascades. Aussi, six (06) personnes ont reçu des formations sur « l'assistance à la maîtrise d'ouvrage communale en AEPHA » et « capitalisation sur les processus de mise en affermage des AEPS » dans la région du Sud-ouest.

- **Etat des lieux de l'actualisation des PCD-AEPA**

Au cours du premier semestre, 14 communes sur les 24 prévues ont élaboré leurs plans communaux de développement sectoriel AEPA. En raison du nombre élevé de PCD-AEPA arrivés à échéance (275), la prévision de 24 plans à élaborer paraît insuffisante. Des efforts significatifs devront être déployés par les communes dans la mise à jour de ce document pour les actions de planification/programmation en matière d'AEPHA.

- **Accompagnement des communes dans l'identification de solutions locales d'inclusion des couches vulnérables**

En 2014, le guide méthodologique d'élaboration des PCD-AEPA a été révisé pour prendre en compte les personnes pauvres et vulnérables dans la planification des actions en matière d'AEPA. 14 PCD-AEPA ont été réalisés sur cette base et les 10 autres plans qui sont en cours d'élaboration ont franchi la phase de diagnostic ; ce qui a permis aux structures d'appui technique qui accompagnent les communes dans l'élaboration de leurs PCD-AEPA d'identifier des solutions locales d'inclusion des personnes pauvres et vulnérables.

- **Promotion et suivi de l'intercommunalité**

Plusieurs actions de promotion de l'intercommunalité ont été réalisées au cours du semestre ; il s'agit entre autres de :

- **la région des Cascades** : les Communes de Moussodougou et de Bérégadougou ont entamé un processus d'intercommunalité pour la gestion des ouvrages hydrauliques. Ce processus est en phase de consolidation ;
- **la région du Nord** : les communes de Bagaré et de La-Todin se sont associées sous l'impulsion de l'ONG EAU Vive en intercommunalité pour recruter un agent technique Eau et assainissement ;
- **la région du Centre-Ouest** : 20 communes entreprennent de s'associer pour recruter un fermier en vue de la gestion de leurs AEPS en intercommunalité ;
- des regroupements de communes pour la gestion des Adductions d'Eau Potable Simplifiées par un fermier existent dans la plupart des régions, En rappel, ce système de péréquation est fortement recommandé par la Réforme du système de gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable.

Cependant, ces formes de mutualisation de ressources et de compétences qui existent n'ont pas de base juridique officielle.

Dans l'optique de permettre aux communes de se regrouper à travers des bases légales, il est prévu des ateliers d'information sur les résultats de l'étude relative à l'« analyse et faisabilité de la mutualisation des compétences et des ressources des communes dans le secteur de l'eau et de l'assainissement »

- **Accompagnement des communes dans la réalisation des ouvrages d'AEP réalisés grâce aux ressources transférées ou à l'appui financier d'un autre partenaire**

Au cours du premier semestre de l'année 2018, des appuis-conseils que les DREA ont effectués au profit des collectivités territoriales porte entre autres sur (i) l'appui à l'élaboration des dossiers d'appel à concurrence (ii) la réception des ouvrages d'AEPA (ii) l'appui à l'élaboration des dossiers de recrutement des opérateurs privés chargés de la gestion des AEPS (iv) l'appui à la réception technique des forages (v) le suivi des travaux de réalisation des ouvrages d'AEP (vi) la tenue d'ateliers de formation des membres des bureaux exécutifs des AUE de Falagountou et Gorom-Gorom (vii) la suivi des associations d'usagers de l'Eau des communes de Gorom-Gorom et Falagoun (viii) le suivi des ouvrages des fonds transférés (ix) Etc.

- **Application de la Réforme**

Le document cadre portant réforme du système d'alimentation en eau potable des infrastructures hydrauliques en milieu rural et semi-urbain adopté en 2000 est en cours de relecture et doit se conformer au document type de stratégie élaboré par le ministère en charge de l'économie.

- **Situation des AUE**

Sur un total 9 149 village et secteurs, 8 636 AUE existent parmi lesquelles, 7783 soit 90,1% disposent de récépissés de reconnaissance officielle, 5 835 soit 75% possèdent un compte bancaire, 5 055 soit 64,9% ont signé une convention de délégation avec les communes et 4 589 soit 59% sont fonctionnelles à la date du 30 juin 2018. Sur tout le territoire national, 480 nouvelles AUE ont été mises en place au cours du premier semestre 2018 dans les régions de la Boucle du Mouhoun (121), des Cascades (4) du Centre-Nord (154), du Centre-Ouest (13) du Centre-Sud (91) du Nord (5), du Plateau-Central (54) et du Sahel (38).

Les faibles taux d'AUE reconnues sont enregistrés dans le Sahel (52,2%) dus aux déplacements des populations suite aux attaques terroristes. En ce qui concerne les conventions, aucune AUE reconnue n'a signé une convention de délégation dans la région de l'Est dû à la faible appropriation de la maîtrise d'ouvrage par les communes.

Recrutement des maintenanciers

Pour l'ensemble des régions, on dénombre 901 Artisans Réparateurs (AR) dont 601 sont agréés par les DREA, soit 66,70%. Seulement 16,63% de ces derniers disposent de contrats en cours de signatures avec les communes. Au premier semestre 2018, 79 AR disposent de contrats signés avec les communes, soit 13,14%. Par ailleurs, aucun contrat de suivi et d'entretien n'a été signé dans les régions des Cascades, du Centre, du Centre-Est, du Centre-Ouest et de l'Est en raison des difficultés rencontrées par les AUE dans la mobilisation des cotisations en vue du paiement des redevances destinées aux tournées de suivi et entretien des ouvrages

Sur un total de 351 communes, 175 soit 49,9% ont signés une convention de délégation avec les AUE, 60 soit 17,1% ont signé un contrat de suivi et d'entretien au moins avec un maintenancier, 33 soit 9,4% ont finalisé la mise en place des instruments de la Réforme en milieu rural et 115 soit 32,8% ont la totalité de leurs AEPS gérées par un opérateur sous contrat d'affermage.

- **Suivi des performances du service**

Surveillance de la qualité de l'eau de consommation

Au premier semestre 2018, seulement des prélèvements ponctuels d'échantillon sur les ouvrages dont la qualité de l'eau est douteuse ont été effectués en milieu urbain. Les résultats indiquent des nombres importants d'échantillons conformes aux normes. En effet, les résultats indiquent des taux de conformité de 97,6% (17 978), 99,9% (5 085) et 98,8% (18 197) respectivement pour la potabilité physico-chimique, bactériologique et Test journalier (pH et Chlore).

Optimisation des charges d'exploitation et réduction des pertes d'eau

Au cours du premier semestre, la stratégie de réduction des pertes en eau 2018_2021 de l'ONEA a été élaborée et validée. Un plan d'action a été également élaboré et sa mise en œuvre a connu un démarrage. Les activités sont entre autres (i) la validation de la stratégie de réduction des pertes en eau et (ii) la vérification des compteurs production (40/130, soit un taux de 31%) et des compteurs clientèles (300/665, soit un taux de 45%). Le taux global de réalisation du plan d'action 2018 est de 38%. La réalisation de ces activités a permis de facturer un volume d'eau supplémentaire de 682 150 m³ ce qui conduit à un impact positif sur le chiffre d'affaire de l'ONEA.

I.3.3. Action 3 : Renforcement du cadre institutionnel

- **Renforcement des capacités des acteurs du secteur**

Dans le cadre de la collecte des données pour l'élaboration des rapports semestriels, les DREA ont formé les Secrétaires Généraux des communes, les ONG, les projets et les associations à l'utilisation des canevas de collecte. Au total, 165 personnes ont bénéficié de formations sur divers thèmes : « Amélioration des rendements des réseaux », « Contrôle microbiologique des eaux de consommation », « Exploitation des systèmes de télégestion », « Exploitation et maintenance des électropompes de surface », etc.

- **Outils d'opérationnalisation du PN-AEP**

Au premier semestre 2018, plusieurs actions ont été menées dans le cadre de l'opérationnalisation du PN-AEP, il s'agit entre autres de (i) l'élaboration du manuel de suivi évaluation prenant en compte les principes de l'AFDH dans le cycle de réalisation des ouvrages (y compris évaluation de l'accès des pauvres aux services d'eau potable), (ii) l'élaboration du Budget Programme régional avec l'appui des structures déconcentrées, (iii) l'élaboration de 14 PCD-AEPA s'appuyant sur le guide méthodologique révisé ; (iv) l'introduction du document des normes et critères en AEPA, validé en Février 2016, au cabinet du ministre en mai 2018 pour adoption ; (v) etc.

Encadré 3 : Mise en œuvre des investissements et reformes structurants du PN-AEP

- **Réaliser 611 Adductions d'eau potable et réhabiliter 225**

Pour l'année 2018, il était prévu la réalisation de 35 AEPS dans 9 des 13 régions administratives pour un coût total de 3 421,6 millions de francs CFA. Au premier semestre, il ressort que neuf (09) AEPS ont été effectivement réalisés soit un taux d'exécution physique de 27,71% pour une exécution financière de 23,39%.

Pour ce qui est des réhabilitations, il était prévu 19 réhabilitations pour un coût total de 519,3 millions de francs CFA. Pour le premier semestre, 5 AEPS ont été réhabilitées, soit un taux d'exécution physique de 26,31% avec une exécution financière de 62,64%.

Aussi, trois (03) extensions d'AEPS ont été réalisées sur une programmation de quatre (04).

Toutes ces réalisations ont permis de mettre en place 65 bornes fontaines et 91 branchement privés au 1er semestre en milieu rural.

- **Réaliser 7 500 forages neufs et réhabiliter 3 020**

Pour la tranche 2018, il était programmé la réalisation de 1 539 nouveaux forages pour un coût total de 9 664,1 millions de francs CFA. Au terme du 1er semestre, il est noté la réalisation effective de 761 forages neufs, soit un taux d'exécution physique de 49,44% avec une exécution financière de 44,48%.

Pour les réhabilitations, 518 forages ont été réhabilités sur une prévision de 946 d'un coût total de 2 167,5 millions de francs CFA, soit un taux d'exécution physique de 54,75% avec une exécution financière de 44,85%.

- **Réaliser cinq (05) réseaux d'Approvisionnement en eau potable (AEP) multi-villages**

En 2018, aucune programmation de nouvelle réalisation d'AEP multi-village n'était prévue. Il s'est plus agi de travaux d'extensions qui ont concerné l'AEP multi-village réalisé en 2017 à Koubri dans la région du Centre. Pour le 1^{er} semestre, le château d'eau prévu a été réalisé.

- **Adopter une nouvelle politique tarifaire de l'eau potable en milieu rural et semi-urbain et Elaborer et adopter une stratégie de partenariat public privé et un mécanisme réglementaire dans le secteur de l'eau dans les zones rurales et semi-urbaines au Burkina Faso**

Les deux réformes stratégiques ont été élaborées et validées en atelier national et soumis au CNEAU en Juillet 2017. Elles ont également été introduites au cabinet du MEA en Mai 2018 pour la suite du processus d'adoption.

Parallèlement à la réalisation de ces produits, les principales réalisations suivantes méritent d'être signalées. Ainsi, au premier semestre 2018, il a été enregistré :

- la pose de 30,2 km de réseau sur une prévision 611 km ;
- la réalisation de 31 bornes fontaines sur une prévision de 109 ;
- la réalisation de 11 219 branchements privés sur une prévision de 54 770 ;
- l'augmentation de la capacité de production d'eau de 5 418 m³/j pour une cible de 10 800m³/j.

I.4. Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta

L'objectif global du Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (PN-AEUE) est d'assurer un assainissement durable des eaux usées et excreta.

En milieu rural, le montant des investissements s'élève à 1,79 milliards de francs CFA sur une prévision de 3,84 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 46,69%. En outre, un montant de 722,15 milliards de francs CFA a été exécuté hors programmation.

I.4.1. Action 1 et Action 2 : Eradication de la défécation à l'air libre (DAL) et promotion des pratiques adéquates d'hygiène et d'assainissement en milieu rural et urbain

- **Suivi des activités de l'ATPC**

Pour ce premier semestre, les acteurs de mise en œuvre de l'ATPC ont effectué des activités de pré-déclenchement dans 465 villages et déclenché 358 villages. 31,28% des villages déclenchés sont déclarés FDAL (112 villages) et 13,68% sont certifiés FDAL (49 villages). Les régions du Centre-ouest, Est et du Sahel enregistrent les nombres les plus élevés de villages ayant abandonné la défécation à l'air libre avec un pic de 46 villages pour l'Est. En revanche, on note une absence totale d'activités de l'ATPC dans les régions du Centre, du Centre-Est, du Centre-Sud, du Nord et du Plateau Central.

En milieu urbain, les activités de sensibilisation pour dans le cadre de la fin de défécation à l'air libre ont porté sur :

- la réalisation de cinq (05) émissions dans la ville de Ouagadougou pour le changement de comportement en matière d'hygiène et d'assainissement par le canal des radios et télévisions dans le cadre de la campagne Faso Toilettes et de la Journée Mondiale de la Femme.
- l'animation d'une émission radiophonique en français à la radio Omega FM par la Direction Régionale de la Boucle du Mouhoun avec l'appui de la Direction Générale de l'Assainissement (DGA) dans le cadre de la Nuit de l'Assainissement 2018. L'auditoire de ces émissions est estimé à plus de trois (3) millions d'habitants.
- l'animation de deux jeux WASH UNITED par la DGA dans la ville de Ouagadougou dans le cadre des campagnes de communication pour le changement de comportement.

- **Promotion des bonnes pratiques d'hygiène en milieu rural par le biais des média**

Au total 669 émissions de sensibilisation de masse ont été menées sur des thématiques telles que le lavage de mains à l'eau et au savon, la gestion Hygiénique des Menstrues, l'hygiène des mains et les maladies liées au péril fécal. La région de boucle du Mouhoun enregistre la plus forte performance avec 462 émissions, soit 69,05%.

- **Promotion des bonnes pratiques d'hygiène en milieu rural par le biais de la proximité**

Au cours du premier semestre, les acteurs de l'assainissement ont mené plusieurs activités de promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les ménages, dans 419 établissements scolaires et centres de formation, dans 13 centres de santé et dans 372 lieux publics (marchés, gares, lieux de cultes,...). Ces activités se sont menées à travers des sensibilisations de proximité (VAD, causeries débats, théâtres forums) dans les ménages et la vulgarisation des stratégies PHA dans les écoles, les centres santé et les lieux publics. Ces activités ont permis de toucher 120 891 personnes.

I.4.2. Action 3 et action 4 : Réalisation de l'Accès Universel et continu aux services d'assainissement en milieu rural et urbain

I.4.2.1. Réalisations en milieu rural

Tableau 11 : Réalisation physique des ouvrages en milieu rural

Types d'ouvrages	Prévision initiale	Prévision réservée aux filles	Réalisation issues de la programmation	Réalisation réservée aux filles	Réalisation hors programmation	Réalisation hors programmation réservée aux filles	Réalisation totale	Réalisation totale réservée aux filles	Taux de réalisation physique (%)
Latrines familiales	28 292		10 184	-	1 887	-	12 071	-	36
Latrines dans les établissements scolaires	205	31	80	8	50	12	130	20	43,4
Latrines dans les centres de santé	72		5	-	20	-	25	-	6,9
Latrines dans les lieux publics	72		16	-	14	-	30	-	22,2
Puisards domestiques	2 463		1 434	-	438	-	1 872	-	58,2
Réhabilitation de latrines familiales	350		109	-	1 072	-	1 181	-	31,1

Source : DGA, 2018

Pour le premier semestre, sur une programmation initiale de 28 292 latrines familiales, 10 184 latrines ont été réalisées, soit un taux de 36%. Les plus faibles taux sont observés au niveau des régions du Centre-Est (1,3%) et du Centre-Ouest (9,1%) du fait que le premier semestre a été consacré au recrutement des prestataires chargés de la réalisation des ouvrages et à la signature tardive des contrats dû aux mouvements de grèves des agents des finances. En outre, 1 887 latrines familiales constituées pour la plupart de latrines semi-finies ont été réalisées hors programmations par l'ensemble des 13 régions.

Concernant les réhabilitations, Seules les régions des Cascades et du Plateau Central avaient programmées 350 réhabilitations de latrines. Au terme du premier semestre, 109 latrines ont été réhabilitées soit un taux de 31,1%. Par ailleurs, 1 059 latrines ont été réhabilitées hors programmation par la région des Hauts Bassins s'expliquant par la non disponibilité des programmations initiales de WHH et l'ADAE.

Quant aux puisards domestiques, 1 434 ont été réalisées sur une prévision initiale de 2 463, soit un taux de réalisation de 58,2%. Seules les régions de la Boucle du Mouhoun, des Hauts Bassins et du Plateau Central ont réalisé des puisards.

Dans les établissements scolaires, au premier semestre 2018, au total 130 latrines ont été réalisées dont 20 réservées aux filles. Sur une prévision initiale de 205 latrines dans les écoles dont 31 réservées aux filles, 80 latrines ont été réalisées dont 8 réservées aux filles. Le taux de réalisation globale est de 39,02% ; celui des latrines réservées aux filles est de 25,08%. Aussi, au cours du semestre 50 latrines ont été réalisées hors programmation.

Dans les centres de santé, 5 blocs de latrines ont été réalisées sur 72 prévues, soit un taux de réalisation de 6,9%. Cependant, 20 nouveaux blocs de latrines ont été réalisés hors programmation faisant passer le nombre total à 25 blocs. Concernant les réhabilitations, aucune prévision n'avait été faite. Toutefois, 4 blocs de latrines ont été réhabilités hors programmation au Sahel par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

Tableau 12 : Réalisation financière en milieu rural

Types d'ouvrages	prévision initiale (millions de F CFA)	réalisations issues de la programmation (millions de F CFA)	réalisation hors programmation (millions de F CFA)	Total réalisation (millions de F CFA)	Taux de réalisation financière (%)
latrines familiales (tout type)	2 896,60	1 504,13	229,40	1 733,53	51,92
latrines dans les établissements scolaires	478,90	215,11	324,45	539,56	44,91
latrines dans les centres de santé	137,60	33,10	105,98	139,08	24,05
latrines dans les lieux publics	167,00	30,28	50,69	80,97	18,13
puisards domestiques	160,30	10,63	11,63	22,25	6,62
Total	3 840,40	1 793,25	722,15	2 515,38	46,69

Source : DGA, 2018

Au cours du premier semestre 2018, sur une prévision financière de **3,84 milliards de francs CFA**, la réalisation s'élève à **1,79 milliards de francs CFA**, soit un taux d'exécution financière de 46,69%. En outre, un montant de 722,15 millions de francs CFA a été exécuté hors programmation.

I.4.2.2. Réalisation en milieu urbain

Tableau 13 : Réalisation des ouvrages en milieu urbain

Type d'ouvrage	Prévision annuelle	Réalisation issues de la programmation	Réalisation totale	Taux de réalisation physique (%)
Latrines familiales (Nbre)	49 000	2 886	2 886	6
Puisards domestiques (Nbre)	34 300	1 733	1 733	5
Réalisations et réhabilitations de Latrines dans les lieux publics et centres de santé (Nbre)	188	21	21	11,17
Réalisations et réhabilitations Latrines scolaires (Nbre)	112	5	5	4,46
Raccordés au Réseau collectif (Nbre)	12	4	4	33
Réseau d'assainissement collectif (km)	10	-	-	-

Source : ONEA, 2018

Concernant les latrines familiales, sur une prévision de 49 000 latrines, seulement 2 889 ont été réalisées, soit un taux de 6%. Ce taux s'avère très faible par rapport à celui de 2017 à la même période qui était de 58%. Aucune réalisation n'a été faite dans les régions des Cascades, du Centre et de l'Est.

Pour les puisards domestiques, 1 733 ont été réalisés sur une cible de 34 300, soit un taux de réalisation de 5%. Ce taux est très faible comparativement à celui de l'année passée qui était de 66%.

Pour les latrines scolaires, sur une prévision de 112 latrines, seulement 5 ont été réalisées, représentant un taux de 4,46%.

En ce qui concerne les latrines dans les lieux publics et centres de santé, sur une prévision de 188, les réalisations s'élèvent à 21, soit 11,17%. Aucune réalisation n'a été effectuée dans 8 régions et seule la région du Nord a atteint un taux d'exécution de 50%.

En matière de raccordement au réseau d'assainissement, Sur une prévision de 12 raccordements, 4 ont été réalisés, soit un taux de 33,33%.

Pour ce qui est de l'extension du réseau d'assainissement collectif, le prestataire est en cours de recrutement.

Globalement, les niveaux de réalisation pour le premier semestre sont faibles. Il convient de redoubler d'effort au cours du second semestre pour atteindre les objectifs de l'année.

- **Gestion durable des infrastructures d'assainissement dans les institutions et lieux publics en milieu rural**

Formation des acteurs communaux

Au cours du premier semestre, 28 sessions de formation ont été organisées touchant 99 communes. Le nombre total de participants est estimé à 1 809 dont 25% de femmes. Ces sessions ont embrassé plusieurs thèmes (12 thèmes distincts) et ont concerné un public cible diversifié particulièrement les maires, les secrétaires généraux des mairies, les enseignants, les parents d'élèves, les agents de santé, les hygiénistes, les fabricants de dalle, les élèves etc. Le coût total de ces formations remonte à près de 26,913 millions de francs CFA.

Les régions de l'Est et des hauts-Bassins enregistrent le plus grand nombre de communes touchées avec 27% des communes pour chacune des régions.

Informations et sensibilisation des acteurs

Pour ce qui est de la réalisation des latrines et des bonnes pratiques d'hygiène en milieu rural, 18 sessions ont eu lieu dans 18 communes au profit des bénéficiaires de latrines, des élèves, des enseignants et des agents de santé. Au total 59 316 personnes ont pu être touchées dont 11% de femmes.

Trois (3) sessions ont eu lieu pour 108 communes sur les dispositions légales et réglementaires au profit des maires, les secrétaires généraux des régions, des agents des Services Techniques Déconcentrés (STD) qui interviennent dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Au total 230 personnes ont pu être touchées sur des thématiques concernant la promotion de protocole de collaboration entre les communes, les STD et les gouverneurs en matière d'AEPHA.

Deux (02) sessions d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'assainissement dans le développement local, ont été réalisées au profit de 11 communes et ont visé principalement les ménages, les élèves et les enseignants. Ces sessions ont touché environ 5 666 personnes dont 58% de femmes.

Egalement, des activités de sensibilisation sur l'importance de la mutualisation pour la gestion du service public d'assainissement ont été menées dans les régions des Cascades et des Hauts-Bassins.

I.4.3. Action 6 : Développement de la recherche dans le domaine de l'assainissement des eaux usées et excréta.

Dans le cadre de l'amélioration des approches, la DGA a initié une étude d'évaluation de l'approche « latrine semi-finie » dont l'objectif est de faire un état des lieux des « latrines semi-finies » réalisées dans chaque région depuis 2014, de faire ressortir le taux d'achèvement en latrines finies, d'identifier les difficultés de mise en œuvre et de proposer des solutions pour améliorer le taux d'achèvement.

I.4.4. Action 7 : Renforcement des capacités de financement, de gestion et de pilotage du sous-secteur

- **Le transfert de compétences et des ressources aux communes en matière d'assainissement.**

En 2018, quatorze (14) communes ont bénéficié des transferts de fonds pour la promotion de l'assainissement familial. Le montant des fonds transférés s'élève à **920 millions de francs CFA**. Au 30 juin 2018, seules les deux (02) communes de la région des Hauts-Bassins ont commencé les travaux inhérents avec un taux d'exécution financière de 82,2% pour la région ; donnant ainsi un taux national de 8,93%. Cependant, les réalisations physiques pour cette région n'ont pas encore été capitalisées. Pour ce qui est des communes bénéficiaires des autres régions, les dossiers de marchés suivent leurs cours et beaucoup sont avancés.

Concernant les fonds transférés par l'ONEA aux communes, au total 231,5231 millions de francs CFA ont été transférés à quatre (4) communes urbaines (Zorgho, Kombissiri, Dori et Ziniaré) pour la réalisation de 3 600 latrines. Au 30 juin 2018, le taux d'exécution est de 12%.

Le renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur assainissement

Au cours du semestre, quatre (4) sessions de formation ont été réalisées et ont touché 426 personnes dont 166 femmes. Ces sessions ont concerné la formation des hygiénistes, la formation des maçons, le renseignement des canevas de collecte d'information et le renforcement des capacités des services techniques (région, communes).

Encadré 4 : Mise en œuvre des investissements structurants du PN-AEUE

- **Réaliser 50 km de réseau d'assainissement collectif dans les villes de Bobo Dioulasso et de Ouagadougou**

Pour l'année 2018, il était prévu de réaliser 10 km de réseau d'assainissement collectif dans la ville de Ouagadougou. Au 1er semestre, on n'enregistre aucune réalisation. Le prestataire est en cours de recrutement.

- **Réaliser la station d'épuration (STEP) de Bobo phase II**

En 2018, aucune prévision n'avait été faite. L'étude existante doit être actualisée, il s'agira de rechercher le financement pour l'actualisation de l'étude et la réalisation des travaux et de veiller à achever la signature des différentes conventions de la phase I qui est une conditionnalité du financement de l'AFD.

- **Construire 7 stations de traitement de boue de vidange (STBV)**

Pour la tranche 2018, il était prévu la réalisation de 2 stations de traitement de boue de vidange. Au premier semestre 2018, aucune STBV n'a été réalisée. Les études pour la réalisation de la STBV de Komsilga sont à la phase de la manifestation d'intérêt.

- **Réaliser 238 081 latrines familiales et 5 440 latrines institutionnelles et publiques**

Concernant les latrines familiales, Pour l'année 2018, il était programmé la réalisation de 50 000 latrines familiales. Au terme du premier semestre, il est noté la réalisation effective de 16 829 latrines familiales dont 13 943 (12 071 nouvelles réalisations et 2 886 réhabilitations) en milieu rural et 2 886 en milieu urbain soit un taux physique de 33,658% pour un coût de 1733,529 en millions de FCFA. Au 30 juin 2018, la situation financière des latrines familiales en milieu rural affiche une programmation initiale de 2896,6 millions. Ces fonds ont été exécutés à plus de 50% dans l'ensemble soit exactement 51,9% pour un montant de 1504,1 millions.

Concernant les latrines familiales, Pour l'année 2018, il était programmé la réalisation de 606 latrines institutionnelles et publiques. Au terme du 1er semestre, il est noté en milieu rural la réalisation effective de 130 latrines scolaires, 25 latrines dans les centres de santé et 30 latrines dans les lieux publics soit un total de 135 latrines. En milieu urbain, on relève la réalisation de 5 latrines scolaire et des réalisations et réhabilitations de latrines dans les lieux publics et centres de santé au nombre de 21 soit 26 latrines au total. Pour l'ensemble des deux milieux donc, le nombre de latrines réalisées est de 211 soit un taux d'exécution physique de 34,82%.

Les contraintes et difficultés qui ont entravé la mise en œuvre du produit restent la régulation budgétaire et les mouvements sociaux au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) qui ont eu pour conséquence le retard dans la conclusion des marchés et contrats dans les délais prévus et aussi la mise à disposition tardive des budgets voire l'annulation de plusieurs lignes budgétaires.

I.5. Programme Pilotage et Soutien

L'objectif stratégique du programme Pilotage et soutien est de renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement.

I.5.1. Réalisations physique du programme pilotage et soutien

Tableau 14 : Situation de réalisation des activités du Programme pilotage et soutien

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	réaliser l'audit organisationnel et institutionnel du sous-secteur « Eau et Assainissement »	Le rapport diagnostic préliminaire sur deux régions (Est et Centre-est) est disponible.	Le consultant en charge de la réalisation de l'audit a terminé la phase terrain pour l'élaboration du rapport diagnostic global.
	élaborer trois (03) outils de pilotage des activités des structures	Trois outils ont été élaborés; il s'agit du canevas de suivi des recommandations, du canevas de suivi des dossiers majeurs et du canevas de suivi des décisions du conseil des ministres	
	contrôler et auditer les structures et la réalisation des activités du MEA	un contrôle des structures du MEA a été réalisé par ASCE/LC en collaboration avec l'Inspection Technique des Services (ITS) du MEA.	Egalement, la mission de vérification des allégations de la situation actuelle de l'ONEA suite au mémorandum d'un groupe des cadres de l'office, etc. a été réalisée
	suivre la mise en œuvre des recommandations issues des études, audits, missions de supervision, revue et assemblée des projets et programmes	Un rapport de suivi a été élaboré au premier semestre conformément à la programmation	

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	suivre les relations de coopération avec les partenaires	Au cours du semestre, le ministère a participé à l'ensemble des rencontres de coopération (Turquie, Belgique, Cote d'Ivoire et Chine Taiwan) qui ont eu lieu, représentant 80% des prévisions.	Le coût de réalisation de cette activité s'élève à 0,5 millions francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 5%
	tenir les sessions du Comité National de Pilotage de la Stratégie Nationale de l'Eau	La session annuelle 2018 du Comité National de Pilotage des programmes du MEA a été tenue le 29 mars 2018	Le cout de réalisation est de 1,88 millions francs CFA représentant 12,53% du coût prévisionnel de l'activité
	élaborer un rapport de suivi des fonds transférés exercice 2017	Le rapport a été effectivement élaboré le 31 mai 2018. Le cout de réalisation de l'activité est de 0,908 millions francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 15,13%	La faiblesse du taux financier est due à une réduction du nombre de participants prévu pour la rédaction du rapport
Action 2 : Gestion des ressources humaines	élaborer le plan de formation 2018-2020	Cette activité est entièrement réalisée. Elle n'a pas engagé de coût financier.	
	créer et mettre à jour les dossiers individuels au profit des agents	au cours du premier semestre 45 dossiers individuels ont été ouverts pour 45 agents correspondant à un taux d'exécution physique du semestre de 33,33% et un taux d'avancement annuel de 10%.	
	mettre en place la mutuelle du MEA	Les projets de texte de la Mutuelle sont validés en réunion de cabinet et doivent être validés en assemblée générale.	Les activités réalisées pour la mise en place de la mutuelle ont atteint un taux d'exécution physique de 90% et a coûté 1,908 millions de francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 13%.
	apurer les avancements de 2017 et antérieurs de 450 agents	98% des agents concernés ont vu leurs avancements apurés.	

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières	exécuter le Plan de déblocage de fonds 2018 du Ministère	Au terme du semestre, le taux d'exécution du Plan ressort à 12,52% sur une prévision de 50%.	l'activité a connu des difficultés notamment l'indisponibilité des rapports de vérification du Ministère, la transmission hors délais de clôture budgétaire des demandes de déblocages par certaines structures.
	élaborer la revue à mi-parcours de l'exécution du budget	Cette activité était programmée pour le 2nd semestre, mais elle a été entièrement réalisée au 1er semestre. Cela est dû au fait que la revue à mi-parcours de l'exécution du budget a été demandé au mois de juin concernant la période du 1er janvier au 31 Mai 201	Le taux d'exécution financière est de 100% pour un coût de 3,5 millions de F CFA.
	élaborer les Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC)	Au terme du semestre on note l'élaboration effective de 77 DAC sur une programmation de 193, soit un taux d'exécution physique du semestre de 39,89% et un taux d'avancement annuel de 33,33%.	Ces faibles taux de réalisation sont liés entre autres à la régulation budgétaire ayant engendré l'absence des crédits pour certains dossiers et à la non transmission à temps des spécifications techniques et des besoins par les structures bénéficiaires
Action 4 : Gestion des marchés publics	proposer l'attribution des différents marchés aux prestataires	Au compte du 1er semestre, sur 162 marchés prévus pour être proposer à attribution aux prestataires, 59 marchés ont été effectivement proposés à attribution, soit un taux d'exécution physique du semestre de 36,42% et un taux d'avancement annuel de 22,52%.	elle a été impactée par les difficultés qui ont entaché la mise en œuvre de l'élaboration des DAC. En plus de cela, les mouvements sociaux dans la chaîne de la dépense publique notamment au MINEFID ont entraîné la non attribution de tous les DAC disponibles.

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Action 5 : Communication	finaliser la stratégie de communication du MEA	.l'atelier d'amendement du rapport diagnostic a eu lieu en mai.	Le taux d'exécution physique du 1er semestre de l'activité est de 25%, celui de l'avancement global de la stratégie est de 50%.
	assurer la couverture médiatique des activités du Ministère	Toutes les grandes activités du MEA ont été couvertes (sessions annuelles 2018 du CNP et du CSD-EEA, visite du barrage de Koakin, lancement PNDES-EA 2018, la conférence publique sur l'AEP de Koubri etc.).	La non disponibilité d'une ligne budgétaire au niveau de la DCPM pour la couverture médiatique des activités constitue la principale difficulté
Action 6 : Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	élaborer le document méthodologique pour le calcul des poids des activités du Ministère	Au cours du semestre un projet de document a été élaboré par une équipe restreinte de la DGESS.	Le taux d'exécution physique du semestre est de 70%.
	élaborer le Rapport Annuel de Performance (RAP) 2017 du MEA	Le rapport annuel de performance (RAP) 2017 du MEA été élaboré dans le mois de mai.	Le cout de réalisation s'élève à 2,8715 millions francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 41,02%.
	élaborer les rapports bilan du Ministère, tranche fixe, tranches variables (PAPS-EA)	Le rapport bilan, tranche fixe, tranches variables (PAPS-EA) a été élaboré dans le mois d'avril	Le taux d'exécution financière est de 35,62% correspondant à un coût de 2,494 millions francs CFA
	élaborer le répertoire des projets et programmes	Au 1er semestre, le répertoire des projets et programmes intervenant dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement a été élaboré.	Le taux de réalisation est donc de 100%. L'activité n'a pas engendré de coût financier
	finaliser le document de la stratégie nationale de l'eau	un projet de document de la stratégie nationale de l'eau a été élaboré par un comité restreint et a été envoyé aux membres du comité élargi d'élaboration pour amendements.	Le taux d'exécution physique est de 70%, celui financier est de 22,77% représentant un montant de 3,416 millions francs CFA

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	élaborer le Plan d'action ministériel de la politique sectorielle EEA	un projet de document provisoire est disponible. Le taux d'exécution physique est estimé à 50%.	Ce processus n'a pas encore engendré de coût. La principale difficulté est liée au manque de financement
Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	finaliser le Schéma Directeur Informatique du MEA	Cependant, un atelier de restitution des livrables a eu lieu le 2 février 2018. Une équipe technique interne a été mise en place pour prendre en compte les insuffisances constatées. Les amendements de l'équipe interne ont permis de finaliser le document	Le taux d'exécution physique du semestre est de 71%. Le taux d'avancement global est de 90%.
	développer le logiciel de gestion intégrée (Base de données) des projets et programmes du MEA	Pour le développement de la solution l'infrastructure technique est mise en place à travers l'installation et la configuration des outils de programmation (ORACLE DATABASE, IDE FOMRS). Les fonctionnalités « gestion des utilisateurs » et « paramètres généraux » ont été développées.	L'ensemble des actions menées a atteint un taux d'exécution physique du semestre de 75%, La cible pour ce semestre n'a pas été atteinte à cause de la régulation budgétaire de toutes les lignes de la DSI. Pour la suite, il s'agit d'intégrer les dispositions de la nouvelle réglementation des projets et programmes et développer les autres fonctionnalités en collaboration avec la DGESS/DCPP.
	assurer la maintenance du parc informatique du MEA	Au cours du 1er semestre, la maintenance curative des postes de travail, l'activation et la mise à jour des outils de sécurité (anti-virus), le rétablissement des pannes liées au réseau informatique sont réalisés.	L'ensemble des actions a atteint un taux d'exécution physique de 100% et un taux d'avancement annuel de 44%.

Produits	Activités	Etat de mise en œuvre	Commentaires
	déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du courrier	Toutes les structures concernées ont été couvertes. Il s'agit du SG, de la DAF, de la DGESS, de la DSI, de la DRH et de la DCPM	L'activité a été menée sans coûts financiers. En perspective, il est prévu le déploiement et l'opérationnalisation du logiciel dans deux autres structures centrales (DREA/Centre et DGIH)
	administrer le sous domaine de la messagerie gouvernementale du MEA	L'administration du sous domaine de la messagerie gouvernementale est effective.	La plateforme de messagerie professionnelle eau.gov.bf est l'espace dédiée aux échanges du personnel du ME
	traiter toutes les archives du Cabinet, du Secrétariat General, de la DMP de la DSI stockées à la DAD	Pour ce semestre, sur un total de 1 875 m linéaires (15 000 boîtes d'archives) à traiter, 993 m linéaires (7 950 boîtes d'archives) ont pu être traités	Le taux de réalisation physique de l'activité est de 53%. Le montant engagé s'élève à 0,2 millions de francs CFA, soit un taux d'exécution financière de 2,85%
Action 9 : Promotion du partenariat	assurer la veille, la compilation régulière et la dissémination des produits de capitalisation	Au cours du 1er semestre une phase de collecte de documents et produits à capitaliser a été réalisée par IRC, mais les résultats de la collecte n'ont pas été disséminés	

Source : DGESS, 2018

I.5.2. Synthèse des exécutions physiques et financières par action du programme pilotage et soutien

Tableau 15 : Synthèse des exécutions physiques et financières

Produits/Actions	Taux d'exécution physique des activités du 1er semestre	Taux d'avancement annuel des activités du programme 2018 (%)	Coût estimatif (en millions de FCFA)	Montant engagé visé (en millions de FCFA)	Taux d'exécution financière (%)
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère	58,39%	42,11%	430,56	27,85	6,47%
Action 2 : Gestion des ressources humaines	37,22%	49,75%	246	6,91	2,81%
Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières	12,52%	28,48%	28,5	3,5	12,28%
Action 4 : Gestion des marchés publics	37,58%	26,12%	8	0	0,00%
Action 5 : Communication	73,75%	40%	36	3,32	9,21%
Action 6: Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques	32,29%	31,25%	172	8,78	5,11%
Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives	43,02%	29,88%	230	0,2	0,09%
Action 9 : Promotion du Partenariat	0%	0%	30	0	0%
Total Programme	36,85%	30,95%	1 181,06	50,56	4,28%

Source : DGESS, 2018

Pour le programme, le taux d'exécution physique du semestre est de 36,85%, celui de l'avancement annuel s'élève à 30,95%. Au cours du semestre un montant de 50,26 millions de francs CFA a été exécuté sur une prévision financière pour les activités du semestre de **1,18 milliards de francs CFA**, correspondant à un taux d'exécution de 4,28%.

Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités sont liées à l'insuffisance de ressources financières pour la mise en œuvre de certaines activités dû au fait que la programmation n'a pas tenu compte des ressources effectivement allouées aux structures et à la régulation budgétaire intervenue en début d'année, à l'insuffisance des ressources humaines pour mener l'ensemble des activités. .

Encadré 5 : Mise en œuvre réformes stratégiques relatives au pilotage

- **Finaliser et adopter la stratégie nationale de l'eau :**

Au cours du semestre, un projet de document de la stratégie nationale de l'eau a été élaboré par un comité restreint. Le projet de document a été soumis au comité élargi d'élaboration pour amendement. Le taux d'exécution physique est estimé à 70%.

II. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Pour l'ensemble les trois programmes (PN-AEP, PN-AEUE et Pilotage et soutien) dont la situation des marchés est disponible, le taux d'engagement des marchés est de 74,03%. En effet, sur un total de 335 marchés, 248 ont été engagés. Le taux d'engagement le plus élevé s'observe au niveau du PN-AEP. Tandis que le plus faible niveau d'engagement est enregistré au niveau du programme pilotage et soutien. La situation est détaillée donnée dans le tableau ci-après :

Tableau 16 : Situation des marchés 2017

Structures	Mode de passation des marchés					Total de marchés inscrits dans le plan de passation	Etat d'exécution		
	Appels d'offres	Demande de prix	Manifestation d'intérêt +Demande de proposition	Demande de cotation	Entente directe		Engagés	Non engagés	Taux d'engagement
PN-AEP	63	19	49	17	4	152	129	23	84,87%
PN-AEUE	1	2	0	11	2	142	113	34	79,58%
Pilotage et Soutien	9	15	6	6	5	41	6	35	14,63%
Total	73	36	55	34	11	335	248	92	74,03%

Source : construit à partir des données de DGIH, SP /GIRE, DGEP, DGA et DGESS.

III. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

L'état de mise en œuvre de la recommandation issue des sessions antérieures du CNP se présente comme suit :

Tableau 17 : Situation de mise en œuvre des recommandations

Recommandations	Echéance de mise en œuvre	Etat de mise en œuvre	Structures responsables	Structures partenaires	Commentaires
Réaliser un audit technique et financier des fonds transférés aux communes	Octobre 2017	non réalisé	DAF	DGESS	Cette recommandation n'a pas connu de mise en œuvre. La réalisation de l'audit est programmée pour le second semestre.

Source : DGESS, 2018

IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Cette partie aborde les difficultés communes à l'ensemble des programmes ayant entravé la mise en œuvre des activités au cours du premier semestre. Elle présente également les propositions de solutions pour une mise en œuvre efficiente des activités au second semestre.

IV.1. Difficultés rencontrées

Les difficultés majeures rencontrées sont entre autres :

- les grèves des acteurs financiers qui ont constitué un blocage pour l'exécution des PPM,
- le déblocage tardif de la contrepartie de l'Etat dans le financement de certains projets et programmes;
- l'incapacité de certains prestataires à exécuter convenablement les travaux,
- la multitude des interventions des acteurs sur le terrain ;
- l'insuffisance de moyens financiers pour un suivi efficace des travaux ;
- la régulation des crédits budgétaires ayant empêché le déblocage des lignes budgétaires et le lancement des marchés ;
- l'absence de ressources financières dans la mise en œuvre de certaines activités liée au fait que la programmation n'a pas tenu compte des ressources effectivement allouées aux structures.

IV.2. Propositions de solutions

Les solutions envisagées pour assurer une réalisation efficiente des activités au second semestre sont entre autres :

- l'anticipation dans la passation des marchés et l'amélioration du dispositif de passation des marchés ;
- l'application de rigueur dans la sélection des entreprises et bureaux pour la réalisation des travaux et des études ;
- le renforcement de la capacité financière et matérielle des DREA pour le suivi des travaux ;

- l'harmonisation des interventions des acteurs afin de faciliter le suivi des réalisations et la capitalisation des données ;
- l'amélioration de la communication inter-services pour une meilleure synergie des actions ;
- la mise en place d'un mécanisme pour faciliter la mobilisation des ressources externes afin de mener les activités.

**DEUXIEME PARTIE : PROGRAMMATION REVISEE 2018 DES
PROGRAMMES DU MEA**

I. PROGRAMMATION REVISEE PAR PROGRAMME POUR LE SECOND SEMESTRE

Les programmations révisées des activités des différents programmes sont dressées dans les sections suivantes au regard des ressources disponibles pour le second semestre. Cette section fait une synthèse des activités retenues pour le second semestre, en faisant ressortir leurs coûts prévisionnels. L'exhaustivité des révisions sont contenues dans les documents de performances des comités de revue des programmes.

I.1. Programme National des Aménagements Hydrauliques

Pour le PNAH, la révision des activités a concerné essentiellement l'action 1 « Construction et réhabilitation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau » et l'action 2 « Coordination et suivi de mise en œuvre des actions de mobilisation des ressources en eau »

Pour l'action 1, les activités initiales « Réaliser 13 études techniques pour la construction et la réhabilitation de barrages » et « Réaliser les travaux de réhabilitation/réalisation de 13 barrages » ont été reformulées pour tenir compte des nouvelles réalités et deviennent :

(1). Réaliser des études techniques de réhabilitation de dix (10) barrages : Batié, Gondolgo (sect 12), Minima Douré, Issouka, Boho, Boussouma, Kobre/Sougoudin, Kierma, Kossilci et Masgo et de construction de neuf (09) nouveaux barrages : Toumousseni, Békuy, Tougouya Koko, Zouma, Kassa, Tampouy-Yarcé, Sebba Centre, Léosgotenga et Botou.

(2). Réaliser les travaux de réhabilitation de trois (03) barrages : Petit Séminaire de Pabré, Tanghin et de construction de sept (07) nouveaux barrages : Doumbala, Ipelcé, Dianga, Saalé, Sougué, Guidissi, Guiba.

Les résultats attendus de ces deux activités sont de recruter les consultants et démarrer lesdites activités.

Pour l'action 2, de nouvelles activités ont été ajoutées en raison du fait que le PNAH ne dispose pas encore de plan d'action et que l'entretien et la sécurité des barrages demeurent une priorité :

- Engager l'élaboration du plan d'action opérationnel du PNAH ;
- Engager l'actualisation, l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie nationale d'entretien et de sécurité des aménagements hydrauliques (SNESAH) ;
- Assurer le suivi conjoint de l'exécution des travaux d'aménagements hydrauliques multi-usages de Fon.

Les modifications induites par cette révision sur le budget du programme sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 18 : Programmation physique et financière révisées du PNAH

Actions	Coûts initiaux (Millions FCFA)	Coûts révisés (Millions FCFA)	Ecart
Action 1 : Construction et réhabilitation des ouvrages de mobilisation des ressources en eau			
Produit 1 : 130 études de construction réhabilitation de barrages sont réalisées	10 725,41	10 965,41	240,00
Produit 2 : 27 nouveaux barrages sont réalisés et cinquante-six (56) barrages sont réhabilités	34 379,35	31 971,91	-2 407,44
Total Action 1	45 104,77	42 937,33	-2 167,44
Action 2 : Entretien et maintenance des ouvrages de mobilisation des ressources en eau			
Produit 1 : L'entretien et la sécurité de tout aménagement hydraulique du Burkina Faso est assurée à travers la mise en œuvre de la SNESAH	3 105,08	3 105,08	0,00
Produit 2 : La valorisation des ressources en eau est assurée	11 703,16	11 703,16	0,00
Total Action 2	14 808,24	14 808,24	0,00

Actions	Coûts initiaux (Millions FCFA)	Coûts révisés (Millions FCFA)	Ecart
Action 3 : Coordination et suivi de mise en œuvre des actions de mobilisation des ressources en eau			
Produit 1 : Le suivi évaluation de la mise en œuvre du PNAH est réalisé	889,32	929,32	+40,00
Produit 2 : Les formations sur « la capacité de mobiliser les financements » et « la gestion et le pilotage du PNAH » sont assurées ;	376,15	381,15	+5,00
Produit 3 : Le suivi de la mise en œuvre des PGES est assuré	7 172,17	7 172,17	0,00
Total Action 3	8 437,64	8 482,64	+45,00
Total PNAH	68 350,65	66 228,21	-2 122,44

Source : DGIH, 2018

Le coût de la programmation révisée s'élève à **66,22 milliards de francs CFA** contre un cout initial de **68, 35 milliards de francs CFA**, soit une baisse de 3,11%. Cette baisse est constatée beaucoup plus au niveau de l'action 1 relative aux études et travaux. Le budget du produit 2 de l'action 1 accuse une baisse de 7%. Cela s'explique par le fait que sur 13 sites de travaux initialement prévus, 10 finalement sont en cours de contractualisation.

I.2. Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Tableau 19 : Programmation physique et financière révisées du PN-GIRE

Actions	Nombre d'activités du PTB			Budget		
	Initial	Révisé	Écart	Initial	Révisé	Ecart
Action 1 : Application effective de la police de l'eau	10	11	1	184 789 500	229 099 500	44 310 000
Action 2 : Amélioration du recouvrement de la contribution financière en matière d'eau (CFE)	13	16	3	164 506 500	180 500 500	15 994 000
Action 3 : Poursuite de l'adaptation du cadre institutionnel et instruments de gestion	123	111	-12	1 849 927 709	1 896 989 376	47 061 667
Action 4 : Renforcement des capacités des agences de l'eau et des autres parties prenantes	16	12	-4	1 178 414 068	1 411 832 028	233 417 960
Action 5 : Développement d'un système national d'information sur l'eau (SNIEau) fiable et durable	48	45	-3	447 163 950	569 216 737	122 052 787
Action 6 : Poursuite des actions de recherche/développement dans le domaine de l'eau	16	19	3	157 594 100	201 713 900	44 119 800
Action 7 : Renforcement de la protection des eaux de surface et souterraines contre les pollutions	11	11	0	150 390 420	225 606 420	75 216 000
Action 8 : Amélioration de la protection des plans d'eau contre le comblement et les végétaux aquatiques envahissants	25	28	3	389 746 305	349 616 630	-40 129 675
Action 9 : Intégration des aspects transversaux dans la gestion de l'eau	1	1	0	3 161 200	3 161 200	0
Action 10 : Amélioration de la communication et plaidoyer pour la gestion des ressources en eau	32	27	-5	196 765 900	191 657 500	-5 108 400
Total	295	281	-14	4 722 459 652	5 259 393 791	536 934 139

Source : SP/GIRE, 2018

La révision des activités du programme pour le second semestre indique une baisse du nombre de tâches à réaliser de 295 à 281. En revanche, on enregistre une augmentation du coût du programme de 536,934 millions de francs CFA correspondant à un taux de 11,36% par rapport au coût initial.

I.3. Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable

I.3.1. En milieu rural

Tableau 20 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEP en milieu rural

Types d'ouvrages	Programmation initiale		Programmation révisée	
	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	Physique (nombre)	financière (millions de francs CFA)
Forages neufs	1539	9 664,10	1707	11 179,40
Forages réhabilités	946	2 167,50	1002	2 043,90
AEPS neuves	35	3 421,60	37	4 116,30
AEPS réhabilitées	19	519,3	23	418,8
Extension d'AEPS	4	101,7	7	101,7
Puits neufs	35	32,7	33	37,8
Puits réhabilités	5	10,7	3	10,7
Total	-	15 917,60	-	17 908,60

Source : ONEA, 2018

L'analyse de la programmation révisée des ouvrages d'approvisionnement en eau potable en milieu rural indique une augmentation des réalisations par rapport à la programmation initiale. En effet, concernant du nombre d'ouvrages à réaliser concernant les forages neufs, les forages réhabilités, les AEPS neuves, les AEPS réhabilitées et les Extension d'AEPS les prévisions connaissent une hausse. Par contre, une baisse s'observe au niveau des prévisions de puits neufs et réhabilités. Concernant le volet financier, le coût prévisionnel des réalisations connaît une hausse de 12,50% par rapport à la programmation financière initiale, passant de 15,917 milliards de francs CFA à 17,908 milliards de francs CFA.

I.3.2. En milieu urbain

Tableau 21 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEP en milieu urbain

Type de réalisation	Programmation initiale		Programmation révisée (millions de francs CFA)		Source de vérification
	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	
Augmenter les capacités de stockage (m³)	300	380	450	443	AFD/BEI/ONEA
Augmenter la longueur du réseau (km)	800	5 160	611	7 839	BM/BID
Augmenter le nombre de branchements particuliers	32 500	5 500	54770	3 946	BM/ONEA

Type de réalisation	Programmation initiale		Programmation révisée (millions de francs CFA)		Source de vérification
	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	
Augmenter le nombre de bornes fontaines	180	80	109	99	BM/ONEA
Réaliser des forages	30	-	108	1 080	ONEA
Total	-	1 1120	-	1 3407	-

Source : ONEA, 2018

Le coût de la programmation révisée en milieu rural connaît une augmentation passant de 1,11 milliards de francs CFA à 1,37 milliards de francs CFA. Pour la plupart des ouvrages, les prévisions de réalisation enregistrent une hausse.

I.4. Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta

La programmation physique et financière révisées du PN-AEUE en milieu rural se présente comme suit :

Tableau 22 : Programmation physique et financière révisées du PN-AEUE en milieu rural

Types d'ouvrages	Programmation initiale		Programmation révisée (millions de francs CFA)	
	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)	Physique (nombre)	Financière (millions de francs CFA)
latrines familiales (tout type)	28 292	2896,6	33 809	3641,7
latrines dans les établissements scolaires et centres de formation	205	478,9	507	1598,93
latrines dans les centres de santé	72	137,6	133	429,13
latrines dans les lieux publics	72	167	97	120,43
puisards domestiques	2 463	160,3	2273	35,98
Réhabilitation de latrines familiales	350	19,8	2690	137
Réhabilitation dans les écoles	16	54,9	44	7,463
Réhabilitation de latrines dans les centres de santé	0	0	12	2,56
Total	-	3 915,1	-	5 973,193

Source : DGA, 2018

L'examen de la programmation révisée des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excreta en milieu rural indique une augmentation des réalisations par rapport à la programmation initiale de l'ensemble des ouvrages à l'exception des puisards domestiques. Concernant le volet financier, le coût prévisionnel des réalisations connaît une hausse importante de 52,56% par rapport à la programmation financière initiale, passant de 3,915 milliards de francs CFA à 5,973 milliards de francs CFA.

I.5. Programme Pilotage et Soutien

Tableau 23 : Programmation physique et financière révisées du programme pilotage et soutien

Activités à mener	Programmation physique initiale	Programmation physique révisée 2018					Coût estimatif (en millions de FCFA)
		T1	T2	T3	T4	TOTAL	
Objectif stratégique : Renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles du ministère							
Action 1 : Pilotage et coordination des actions du ministère							
Réaliser l'audit institutionnel du Ministère	100%			60%	80%	80%	165
élaborer trois (03) outils de pilotage des activités des structures	3			3		3	4
Tenir deux (02) sessions du comité d'orientation du programme (PGEA)	4		1		1	2	6
Organiser le CASEM	2				1	1	10
Tenir les sessions du cadre sectoriel de dialogue EEA CSD-EEA	2	1		1		2	15
suivre la mise en œuvre des recommandations issues des études, audits, missions de supervision, revue et assemblée des projets et programmes	3		1	1	1	3	10
Elaborer un rapport de suivi des fonds transférés exercice 2017	1		1			1	6
Réaliser l'audit des fonds transféré aux communes	1				1	1	3
Total Action 1 :							259,00
Action 2 : Gestion des ressources humaines							
Elaborer un plan de développement des ressources humaines (PDRH) du MEA	80%		5%	20%	40%	40%	160
Organiser le recrutement de 110 agents	332			43	67	110	12
Apurer les avancements de 2017 et antérieurs de 450 agents	450		441	9		450	9
Créer et mettre à jour les dossiers individuels au profit des agents	300		45	77	78	200	15
Elaborer deux (02) outils de gestion des ressources humaines	2			1	1	2	10
Total Action 2 :							243,50
Action 3 : Gestion des ressources matérielles et financières							
Elaborer l'avant-projet du budget programme 2019-2021 du MEA	1			1		1	5
Former le personnel du MEA sur le Circuit Informatisé de la Dépense (CID)	60			30	30	60	25
Former le personnel du MEA sur le budget programme	80			40	40	80	35
Elaboré la revue à mi-parcours de l'exécution du budget	1		1			1	3,5

Activités à mener	Programmation physique initiale	Programmation physique révisée 2018					Coût estimatif (en millions de FCFA)
		T1	T2	T3	T4	TOTAL	
Faire un inventaire-codification du patrimoine du MEA	1			1		1	2
Total Action 3 :							73,50
Action 4 : Gestion des marchés publics							
Renforcer les capacités des agents en procédures de passation des marchés publics	100			50	50	100	25
Elaborer les Dossiers d'Appel à Concurrence (DAC)	231	28	49	116	38	231	1,5
Proposer l'attribution des différents marchés aux prestataires	262	14	45	150	53	262	5
Total Action 4 :							37,00
Action 5 : Communication							
Finaliser la stratégie de communication du MEA	50%		25%		25%	50%	20
produire et diffuser le bulletin d'information du MEA	4	1	1	1	1	4	4
assurer la couverture médiatique des activités du Ministère	10	2	3	2	3	10	10
Total Action 5 :							34,00
Action 6: Planification, suivi évaluation et capitalisation des données statistiques							
mettre en place et animer le comité de coordination nationale du dispositif intégré de suivi-évaluation	1				1	1	PM
Elaborer le rapport annuel de performance 2017 du MEA	1		1			1	0,972
Elaborer le rapport bilan du Ministère, tranche fixe, tranches variables (PAPS-EA)	1		1			1	2,494
Elaborer la cartographie des risques du programme PGEA	1				1	1	8
Organiser des sessions de formation des points focaux de la DGESS	2			1	1	2	15
Organiser une journée de programmation du programme pilotage et soutien	1				1	1	5
Elaborer le projet annuel de performance 2019-2021 du MEA	1			1		1	10
Elaborer le Plan d'action ministériel de la politique sectorielle EEA	1			1		1	5
Total Action 6 :							109,47
Action 7 : Gestion des systèmes d'information, de la documentation et des archives							
Développer le logiciel de gestion intégrée (base de données) des projets et programmes du MEA	100%			75%	100%	100%	25
développer l'application mobile de la stratégie nationale de l'eau et de ses cinq programmes	100%			60%	100%	100%	2

Activités à mener	Programmation physique initiale	Programmation physique révisée 2018					Coût estimatif (en millions de FCFA)
		T1	T2	T3	T4	TOTAL	
développer l'application WEB et mobile pour le suivi des engagements du PNDES EA	-			60%	100%	100%	2
Réaliser le câblage et normaliser les réseaux locaux dans les structures du MEA	5				4	4	32
Déployer et rendre opérationnel le logiciel de gestion du parc informatique	2			1	1	2	7
Former et sensibiliser le personnel du MEA en sécurité informatique	30				30	30	20
Traiter toutes les archives du Cabinet, du Secrétariat General, de la DMP la DSI stockées à la DAD	100%			75%	100%	100%	7
Total Action 7 :							165,50
Action 9 :Promotion du partenariat							
Objectif opérationnel : Améliorer l'environnement d'intervention des acteurs du secteur							
Organiser deux colloques entre les principaux générateurs de connaissances dans les domaines prioritaires identifiés	2			1	1	2	53,4
Concevoir une application pour la cartographie des acteurs du secteur et assurer la mise à jour progressive des informations	1			1		1	7
Total Action 9 :							67,28
Total Programme							989,25

Source : DGESS, 2018

Le coût total des activités révisées s'élève à 989,25 millions de francs CFA contre une prévision initiale de 1,47 milliards de francs CFA, soit une baisse de 32,69%.

CONCLUSION

La mise en œuvre des programmes du MEA au cours du premier semestre 2018 a permis d'engranger des acquis importants qui doivent être mis à l'actif de l'ensemble des acteurs du sous-secteur. Les réalisations majeures à retenir sont entre autres :

Pour le Programme National des Aménagements Hydrauliques, l'achèvement de la réhabilitation des barrages de Loropeni, Barkoundba, Kossoghin, Bissighin, Comoé, et Tanvi/Nakamtenga. Egalement, la poursuite des études de faisabilité des trois grands barrages (Ouessa, Bassiéri et Banwaly).

Concernant le Programme National pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, on enregistre l'opérationnalisation du Service police de l'eau de la région des Cascades, le recouvrement de **304,12 millions de francs CFA** et le suivi de l'élaboration des SDAGE du Nakanbé, du Liptako et du Gourma.

Au titre du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable, les acquis concernent la réalisation en milieu rural de 761 forages neufs, de neuf (09) AEPS neufs et de 23 puits neufs. Egalement on a enregistré la réhabilitations de 518 forages, de cinq (5) AEPS et de deux (02) puits. Le milieu urbain quant à lui enregistre la réalisation de 11 219 branchements particuliers, 31 bornes fontaines non raccordés au réseau et 30,2 km de réseau.

En ce qui concerne le Programme National d'Assainissement des Eaux Usées et Excreta, 12 071 latrines familiales, 130 latrines dans les établissements scolaires, 1 872 puisards domestiques et 25 latrines dans les centres de santé ont été réalisées.

Au titre du Programme Pilotage et Soutien, on note entre autres l'élaboration de trois (03) outils de pilotage des activités des structures, du plan de formation 2018-2020 des ressources humaines et du répertoire des projets et programmes. Egalement, l'administration du sous domaine de la messagerie gouvernementale du MEA est effective.

Les taux d'exécution physique des activités programmés pour le semestre sont respectivement de 52, 52%, 49,93% et 36,85%.pour le PNAH, le PN-GIRE et le PGEA. Quant aux réalisations financières indiquent des taux de 10,6% pour le PNAH, 17,92% pour le PN-GIRE et 4,28% pour le PGEA.

Ces faibles niveaux de réalisations s'expliquent par les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités ; il s'agit entre autres des retards accusés dans le déblocage des fonds, la régulation budgétaire, la défaillance des prestataires, le retards accusés dans la passation des marchés du aux mouvements sociaux au MINEFID et à l'insuffisance de synergie entre les acteurs du secteur. L'ensemble de ces contraintes a donc nécessité la révision des programmations initiales des différents programmes afin de se concentrer sur les activités prioritaires. Pour des résultats probants en fin d'année, il faudrait prendre des mesures idoines pour permettre l'atteinte des objectifs.

ANNEXES

Annexe N°1 : Bilan des réalisations d'ouvrages d'AEP en milieu rural en 2017

Région	Forage neuf	Forages réhabilités	AEPS neuves (Nbre)	AEPS réhabilités (Nbre)	Extension d'AEPS (Nbre)	Puits neufs	Puits réhabilités	Branchement particulier dans les zones non loties
Boucle du Mouhoun	93	65	0	2	0	19	1	0
Cascades	41	7	1	0	0	0	0	0
Centre	25	9	0	0	0	0	0	2 158
Centre- Est	54	0	0	0	0	0	0	0
Centre- Nord	68	5	0	0	2	0	0	0
Centre- Ouest	83	121	0	2	0	0	0	0
Centre- Sud	49	43	0	0	0	4	1	0
Est	65	59	0	0	0	0	0	0
Hauts- Bassins	64	54	2	0	0	0	0	0
Nord	32	57	0	1	0	0	0	0
Plateau Central	58	43	0	0	0	0	0	0
Sahel	56	41	6	0	0	0	0	0
Sud- Ouest	73	14	0	0	1	0	0	0
National	761	518	9	5	3	23	2	2 158

Annexe N°2 : Bilan des réalisations d'ouvrages d'AEP en milieu urbain en 2017

DR-ONEA	Réseau (Km)	Branchements Particuliers (Nbre)	Bornes Fontaine non encore raccordées au réseau (Nbre)	Capacité de production (m3/j)
Boucle du Mouhoun	0	537	4	0
Cascades	0	365	0	0
Centre	17	4 435	1	5418
Centre-Est	0	319	1	0
Centre-Nord	4,6	739	9	0
Centre-Ouest	3,5	290	9	0
Centre-Sud	0,3	72	0	0
Est	0,5	145	6	0
Hauts-Bassins	3,5	2 343	1	0
Nord	0,4	732	0	0
Plateau Central	0	604	0	0
Sahel	0,4	138	0	0
Sud-Ouest	0	500	0	0
Total ONEA	30,2	11 219	31	5418

Annexe N°3 : Bilan des réalisations d'ouvrages d'AEUE en milieu rural en 2017

Régions	latrines familiales (tout type)		latrines dans les établissements scolaires		latrines dans les centres de santé		latrines dans les lieux publics	puisards domestiques
	Réalisation	Réhabilitation	Réalisation	Réhabilitation	Réalisation	Réhabilitation	Réalisation	
Boucle du Mouhoun	1 549	0	6	0	1	-	1	362
Cascades	830	59	0	0	0	0	0	0
Centre	294	0	4	0	0	0	4	0
Centre-Est	116	0	9	0	2	0	3	0
Centre-Nord	386	0	10	0	6	0	4	0
Centre-Ouest	123	0	5	0	8	0	4	10
Centre-Sud	613	13	5	0	0	0	0	0
Est	495	0	27	0	0	0	0	0
Hauts-Bassins	4 617	1 059	23	0	3	0	1	1 388
Nord	722	0	4	0	1	0	1	0
Plateau Central	1 150	50	4	0	0	0	2	23
Sahel	262	0	31	40	0	4	7	89
Sud-Ouest	914	0	2	0	4	0	3	0
Total	12 071	1 181	130	40	25	4	30	1 872

Annexe N° 4 : Bilan des réalisations d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain en 2017

REGIONS	Latrines familiales (Nbre)	Puisards (Nbre)	Latrines publiques (Nbre)	Latrines scolaires (Nbre)	Raccordés au Réseau collectif (Nbre)
Boucle du Mouhoun	239	188	-	-	
Cascades	-	-	-	-	
Centre	-	-	14	4	4
Centre-Est	23	37	-	-	
Centre-Nord	135	130	-	-	
Centre-Ouest	650	59	-	-	
Centre-Sud	160	-	-	-	
Est	-	-	-	-	
Hauts-Bassins	1 099	1 167	-	-	
Nord	111	87	7	1	
Plateau Central	176	-	-	-	
Sahel	95	-	-	-	
Sud-Ouest	198	65	-	-	
Total	2 886	1 733	21	5	4